Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Chambre régionale des comptes
Nouvelle-Aquitaine

Le président

Bordeaux, le 5 mai 2023

à

Monsieur Jean-Paul Casaubon
Président de la communauté de communes
de la Vallée d'Ossau
4, avenue des Pyrénées
64260 ARUDY

dgs@cc-ossau.fr

Dossier suivi par : Corinne Thomas, greffière de la 3ème section
Tél. : 05 56 56 47 00
Mél. : na-greffe@crtc.ccomptes.fr
Nos références à rappeler KSP GD230217 CRC
Contrôle n° 2022-0069
Objet : notification du rapport d'observations définitives relatif au contrôle des comptes et de la gestion de la communauté de communes de la Vallée d'Ossau
P.J. : 1 rapport

Envoi dématérialisé avec accusé de réception
(Article R. 241-9 du code des juridictions financières)

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport comportant les observations définitives de la chambre sur le contrôle des comptes et de la gestion de la communauté de communes de la Vallée d'Ossau concernant les exercices 2017 jusqu'à la période la plus récente ainsi que la réponse qui y a été apportée.

Je vous rappelle que ce document revêt un caractère confidentiel qu'il vous appartient de protéger jusqu'à sa communication à votre assemblée délibérante. Il conviendra de l'inscrire à l'ordre du jour de sa plus proche réunion. Dans cette perspective, le rapport et la réponse seront joints à la convocation adressée à chacun de ses membres.

Ce document sera publié sur le site internet des juridictions financières au plus tard dans un délai de deux mois suivant la notification du présent document conformément à l'article L. 243-6 du code des juridictions financières.

En application de l'article R. 243-14 du même code, je vous demande d'informer le greffe de la date de la plus proche réunion de votre assemblée délibérante et de lui communiquer en temps utile copie de son ordre du jour.

Conformément à l'article L. 243-8 du code précité, le présent rapport d'observations définitives sera transmis par la chambre, dès sa présentation à votre assemblée délibérante, aux maires des communes membres, qui inscriront son examen à l'ordre du jour de leur plus proche conseil municipal.

Par ailleurs, je vous précise qu'en application des dispositions de l'article R. 243-17 du code précité, le rapport d'observations et la réponse jointe sont transmis au préfet ainsi qu'au directeur départemental des finances publiques des Pyrénées-Atlantiques.

Enfin, j'appelle votre attention sur le fait que l'article L. 243-9 du code des juridictions financières dispose que « *dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes* ».

…/…

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Il retient ensuite que « *ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L. 143-9* ».

Dans ce cadre, vous voudrez bien notamment préciser les suites que vous aurez pu donner aux recommandations qui sont formulées dans le rapport d'observations, en les assortissant des justifications qu'il vous paraîtra utile de joindre, afin de permettre à la chambre d'en mesurer le degré de mise en œuvre.

Paul Serre
conseiller maître à la Cour des comptes

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Chambre régionale des comptes
Nouvelle-Aquitaine

# RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

# COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA VALLÉE-D'OSSAU

## (Département des Pyrénées-Atlantiques)

Exercices 2017 et suivants

Le présent document, qui a fait l'objet d'une contradiction avec les destinataires concernés, a été délibéré par la chambre le 17 mars 2023.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# TABLE DES MATIÈRES

**SYNTHÈSE** ..... **3**

**RECOMMANDATIONS** ..... **5**

**PROCÉDURE** ..... **6**

1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ..... 7

1.1 Une communauté de communes rurales ancienne à la démographie déclinante ..... 7

1.2 La gouvernance de la communauté de communes ..... 9

1.3 L'organisation des services ..... 10

2 LE CADRE STRATÉGIQUE ET LES COMPÉTENCES ..... 11

2.1 Un cadre stratégique en cours de définition ..... 11

2.1.1 Les démarches visant à structurer le projet intercommunal depuis 2019 ..... 11

2.1.2 Une charte de gouvernance fixant une méthodologie de travail pour l'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCoT) ..... 12

2.2 Les compétences exercées par la communauté de communes ..... 13

2.2.1 Les compétences de l'intercommunalité ..... 13

2.2.1.1 La compétence « eau et assainissement » ..... 13

2.2.1.2 La compétence « action et développement économique – création, aménagement et gestion de l'abattoir d'Ossau » ..... 14

2.2.1.3 La compétence tourisme ..... 15

2.2.1.4 La compétence d'action sociale : déficit du CIAS de la Vallée d'Ossau ..... 16

2.2.2 Les équipements sportifs et culturels hors champ de l'intérêt communautaire ..... 17

3 LES RELATIONS DE L'EPCI AVEC SES COMMUNES MEMBRES ..... 17

3.1 Une mutualisation à conforter ..... 17

3.2 Une faible intégration fiscale de l'intercommunalité ..... 18

3.3 L'attribution de compensation et les fonds de concours ..... 19

4 LA QUALITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE, L'ORGANISATION COMPTABLE ET LA FIABILITÉ DES COMPTES ..... 20

4.1 L'information budgétaire ..... 20

4.1.1 Les prévisions budgétaires ..... 21

4.1.2 Les annexes budgétaires et les publications numériques ..... 24

4.2 L'organisation comptable ..... 25

4.2.1 Les outils de pilotage comptable ..... 25

4.2.2 L'absence d'une convention avec le comptable public ..... 25

4.3 La fiabilité des comptes ..... 26

4.3.1 Une connaissance et un suivi de l'actif immobilisé à améliorer ..... 26

4.3.2 Les immobilisations en cours ..... 26

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

5 LA SITUATION FINANCIÈRE ..... 28
5.1 L'analyse financière consolidée ..... 29
5.2 L'analyse financière du budget principal ..... 30
5.2.1 L'évolution et la constitution de l'épargne : une situation satisfaisante ..... 30
5.2.2 La situation bilancielle ..... 32
5.3 La politique d'investissement ..... 33
5.3.1 Le cadre général de la politique d'investissement : mobilisation des subventions, autorisations de programme, plan pluriannuel d'investissement ..... 33
5.3.2 Les projets d'investissement des budgets annexes ..... 36
5.3.2.1 Le budget annexe « Éhpad » : projet de construction d'un Éhpad ..... 36
5.3.2.2 Les projets de mise en place d'un FabLab et d'une recyclerie portés par des associations ..... 36

**ANNEXES ..... 39**

Annexe n° 1. Liste des compétences de la CCVO au 1er janvier 2022 ..... 40
Annexe n° 2. Fonds de concours versés par la CCVO de 2017 à 2020 ..... 43
Annexe n° 3. Comparaison de l'état de l'actif du budget principal et des balances de sortie du compte de gestion pour l'année 2020 (comptes 20, 21 et 28) ..... 45
Annexe n° 4. Budget annexe « Espace Laprade » ..... 46
Annexe n° 5. Budget annexe maison de santé pluridisciplinaire ..... 48
Annexe n° 6. Budget annexe SPANC ..... 50
Annexe n° 7. Budget annexe ZAE des Fours à Chaux ..... 52
Annexe n° 8. Budget annexe Atelier relais ..... 53
Annexe n° 9. Budget annexe centre allotement ..... 54

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# SYNTHÈSE

La communauté de communes de la Vallée-d'Ossau (CCVO), plus petite intercommunalité des Pyrénées-Atlantiques, regroupe 18 communes et 9 966 habitants. Territoire rural et touristique à la démographie en constante diminution, elle s'étend géographiquement du nord au sud sur une cinquantaine de kilomètres depuis Rébénacq (à 15 kilomètres de Pau) jusqu'au col du Pourtalet (à la frontière franco-espagnole). Le territoire communautaire est demeuré stable depuis son origine, la CCVO ne souhaitant pas être fusionnée dans un autre établissement de coopération intercommunale comme le préconise, sans l'arrêter, le dernier schéma départemental de coopération intercommunal de 2016.

## *Des compétences exercées avec un cadre stratégique en cours de définition*

L'action de la CCVO n'est pas guidée par un projet de territoire et n'a pas conclu de pacte financier et fiscal. Néanmoins, depuis 2019, un ensemble de démarches de contractualisation vise à structurer le projet intercommunal, sans toutefois lui donner de vision stratégique globale. Celle-ci devrait aboutir dans le cadre de l'élaboration du schéma de cohérence territorial (SCoT). À ce titre, une charte de gouvernance, mise en place en 2020, fixe une méthodologie de travail pour l'élaboration du SCoT. Cette formalisation est d'autant plus nécessaire que le champ de compétence de la CCVO s'est élargi sous l'effet de la loi NOTRé du 7 août 2015.

La CCVO s'implique dans de nombreuses compétences obligatoires et optionnelles. S'agissant de la compétence « eau et assainissement », elle a lancé en 2022 une étude visant à préparer le transfert prévu par la loi n° 2018-702 du 3 août 2018. Les premières conclusions révèlent plusieurs difficultés à résoudre en matière de collecte et d'exhaustivité des données vis-à-vis de ses communes membres.

Concernant le tourisme, depuis le transfert de la compétence au 1er janvier 2022 par Eaux-Bonnes et Laruns, l'enjeu réside dans l'élaboration d'un plan stratégique de développement touristique articuler avec le schéma régional *ad hoc*.

Même si la collectivité ne dispose pas de schéma de mutualisation des services, elle a élaboré un document de travail qu'il conviendrait de finaliser et de délibérer.

## *La qualité de l'information comptable et financière*

L'information financière et comptable de la CCVO à destination des membres de son organe délibérant et des citoyens est de qualité. Pour autant, divers axes de perfectionnement ont été identifiés comme la complétude des annexes obligatoires aux documents budgétaires, la publication sur le site internet de l'intercommunalité d'une présentation brève et synthétique des informations financières jointes au budget primitif et au compte administratif, la diffusion des informations concernant les organismes percevant une aide supérieure au seuil de 23 000 €, le renforcement de la sincérité des prévisions budgétaires, et en complétant systématiquement l'actuel plan pluriannuel d'investissement des coûts de fonctionnement estimés pour chaque projet important.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

La chambre régionale des comptes n'a pas constaté d'anomalies majeures quant à la fiabilité des comptes de la CCVO. Deux pistes d'améliorations de la gestion comptable peuvent cependant être relevées : la mise en concordance des documents relatifs au patrimoine et l'imputation correcte des immobilisations en cours. De plus, un partenariat formalisé avec le comptable public pourrait être envisagé, ainsi que la rédaction de manière exhaustive de fiches de procédures comptables et financières consolidées dans un règlement budgétaire et financier, notamment en vue de l'adoption prochaine du référentiel comptable et budgétaire M57.

### *La situation financière*

La situation financière de la communauté de communes est favorable sur toute la période de contrôle, avec une capacité d'autofinancement bien supérieure à l'annuité en capital de la dette, dotant la collectivité de marges de manœuvre confortables pour la mise en œuvre de sa politique d'investissement. Ainsi, sur la période 2017 à 2021, le cumul des dépenses d'équipement sur le budget principal a atteint 5,9 M€. Elles ont été autofinancées à hauteur de 84 %. Le besoin résiduel de financement a été couvert par le recours à l'emprunt qui représente un montant cumulé de 2,7 M€.

La fluctuation de la trésorerie sur toute la période s'explique par l'incidence des comptes de rattachement avec les budgets annexes « maison de santé pluridisciplinaire » et « Ehpad », d'une part, et, d'autre part, par les écritures comptables de la collectivité sur sa ligne de trésorerie en 2017, 2019 et 2020.

L'encours de la dette a augmenté de 11 % sur la période. L'endettement est soutenable notamment du fait de l'augmentation de l'épargne brute en fin de période. Ainsi la capacité de désendettement s'établit à 2,6 années en 2021.

En réponse aux observations provisoires de la chambre, le président de la CCVO dit « *partage[r] sans réserve l'ensemble des huit recommandations formulées* » et précise que la plupart d'entre elles seront réalisées. Toutefois, dans l'attente de la communication d'actions concrètes, la plupart restent considérées par la chambre comme non encore mises en œuvre.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# RECOMMANDATIONS

**Recommandation n° 1.** : élaborer le document unique d'évaluation des risques professionnels comme le prévoit l'article R. 4121-1 du code du travail.

*[Non mise en œuvre]*

**Recommandation n° 2.** : récupérer auprès de la commune de Louvie-Soubiron ses données exhaustives relatives à la compétence « eau et assainissement » et fiabiliser avec les autres communes l'ensemble des données.

*[En cours de mise en œuvre]*

**Recommandation n° 3.** : élaborer un plan stratégique de développement touristique en l'articulant avec le schéma régional pour le développement du tourisme et des loisirs de Nouvelle-Aquitaine.

*[Non mise en œuvre]*

**Recommandation n° 4.** : améliorer les taux d'exécution budgétaire des budgets annexes zone d'activité économique des Fours à Chaux, Espace Laprade, maison de santé pluiridisciplinaire et Éhpad en dépenses pour la section d'investissement.

*[Non mise en œuvre]*

**Recommandation n° 5.** : respecter les obligations légales de publication des informations financières sur le site internet de l'intercommunalité avec une :

- présentation brève et synthétique des informations financières jointe au budget primitif et au compte administratif ;
- mise en ligne des conventions passées avec les associations bénéficiant d'une subvention annuelles supérieure à 23 000 €.

*[Non mise en œuvre]*

**Recommandation n° 6.** : rédiger de façon exhaustive des fiches de procédures comptables et financières et les consolider dans un règlement budgétaire et financier.

*[Non mise en œuvre]*

**Recommandation n° 7.** : mettre en place avec le comptable public une convention des services comptables et financiers prévoyant l'optimisation du recouvrement et de la présentation des mandats de paiement.

*[Non mise en œuvre]*

**Recommandation n° 8.** : intégrer les coûts de fonctionnement prévisionnels de chaque investissement dans l'actuel plan pluriannuel d'investissement à chaque opération majeure du budget principal et des budgets annexes, pour présentation à l'assemblée délibérante.

*[Non mise en œuvre]*

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# PROCÉDURE

Le contrôle des comptes et de la gestion de la communauté de communes de la Vallée-d'Ossau depuis 2017 a été effectué dans le cadre du programme 2022 de la chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine.

L'ouverture du contrôle a été notifiée à Monsieur Jean-Paul Casaubon, président de la communauté de communes de la Vallée-d'Ossau, par lettre du 26 septembre 2022.

L'entretien de fin d'instruction prévu par l'article L. 243-1 du code des juridictions financières, a eu lieu le 7 novembre 2022, avec Monsieur Jean-Paul Casaubon.

Lors de la séance du 24 novembre 2022, la chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine a formulé les observations provisoires contenues dans le présent rapport. L'ordonnateur a adressé à la chambre sa réponse datée du 17 février 2023.

Des extraits ont été également envoyés au centre intercommunal d'actions sociales (CIAS) et au maire de Louvie-Soubiron. Le président de la CCVO étant le président du CIAS aucune réponse n'a été apportée. Le maire de Louvie-Soubiron a adressé à la chambre sa réponse datée du 13 février 2023. Après examen des réponses produites, la chambre régionale des comptes a arrêté les observations définitives figurant dans le présent rapport lors de sa séance du 17 mars 2023.

Quand bien même le président de la CCVO souscrit aux huit recommandations formulées par la chambre, en l'absence de mesures concrètes engagées et communiquées, sept sur les huit recommandations ont été cotées non mises en œuvre.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# 1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

## 1.1 Une communauté de communes rurales ancienne à la démographie déclinante

Le 29 juillet 1964, a été créé le syndicat intercommunal à vocations multiples (SIVOM) de la Région d'Arudy pour le Développement Économique et Social. Le 9 janvier 1979, ce SIVOM a pris pour nouvelle appellation SIVOM de la Vallée d'Ossau.

Le 1er janvier 2009, le SIVOM a été transformé en communauté de communes avec l'extension de ses compétences à l'aménagement de l'espace, le développement économique, la protection et la mise en valeur de l'environnement, la politique du logement et du cadre de vie, l'action sociale et les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Son périmètre est couvert à 90 % par les deux bassins[1] de vie d'Arudy et de Laruns qui correspondent exactement aux deux cantons qu'elle regroupe. Et bien que marginalement intégrée à l'aire urbaine de Pau (6,6 %), son territoire présente une forte unité géographique, culturelle et socio-économique.

Constituée de 18 communes et organisée autour d'une ville centre, Arudy, la communauté de communes de la Vallée-d'Ossau (CCVO) compte 9 966 habitants sur 619 km$^2$. D'une densité de 15,6 hab./km$^2$, la vallée d'Ossau est un territoire rural, située en Béarn au cœur des Pyrénées françaises. Elle s'étend géographiquement du nord au sud sur une cinquantaine de kilomètres depuis Rébénacq (à 15 km de Pau) jusqu'au col du Pourtalet (à la frontière franco-espagnole).

[1] Aujourd'hui, deux bassins de vie, de services et d'emplois structurent et organisent la vallée. Ils comptent plus de 3000 emplois répartis essentiellement à Arudy et Louvie-Juzon au nord, plutôt industriel et péri-urbain, et à Laruns et Eaux-Bonnes au sud, plutôt artisanal et touristique. Les secteurs d'activités les plus présents sur le territoire sont les commerces et les services, l'administration publique, l'agriculture et l'industrie, avec une sur-représentation caractéristique du secteur touristique. En lien avec l'activité touristique, les secteurs de la culture et des loisirs sont largement représentés sur le territoire et participent à son attractivité ; on compte 81 associations sportives et culturelles.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

**Tableau n° 1 : composition et démographie de la communauté de communes de la Vallée-d'Ossau**

| *Liste des communes membres* | Population | | Superficie | | Densité |
|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Part en % | (Km²) | Part en % | (hab./km2) |
| *Arudy* | 2 275 | 23% | 28,23 | 5% | 81 |
| *Aste-Béon* | 243 | 2% | 19,05 | 3% | 13 |
| *Béost* | 220 | 2% | 43,5 | 7% | 5 |
| *Bescat* | 260 | 3% | 6,81 | 1% | 38 |
| *Bielle* | 407 | 4% | 25,37 | 4% | 16 |
| *Bilhères* | 164 | 2% | 17,19 | 3% | 10 |
| *Buzy* | 996 | 10% | 16,7 | 3% | 60 |
| *Castet* | 161 | 2% | 23,53 | 4% | 7 |
| *Eaux-Bonnes* | 247 | 2% | 38,52 | 6% | 6 |
| *Gère-Bélesten* | 197 | 2% | 12,82 | 2% | 15 |
| *Izeste* | 428 | 4% | 6,84 | 1% | 63 |
| *Laruns* | 1 217 | 12% | 249 | 40% | 5 |
| *Louvie-Juzon* | 1 087 | 11% | 55,65 | 9% | 20 |
| *Louvie-Soubiron* | 120 | 1% | 26,66 | 4% | 5 |
| *Lys* | 338 | 3% | 15,4 | 2% | 22 |
| *Rébénacq* | 693 | 7% | 10,5 | 2% | 66 |
| *Sainte-Colome* | 360 | 4% | 9,35 | 2% | 39 |
| *Sévignacq-Meyracq* | 553 | 6% | 14,81 | 2% | 37 |
| *Total* | 9 966 | 100% | 619,93 | 100% | 16 |

*Source : Insee, recensement de la population 2017*

La CCVO regroupe 1,4 % de la population des Pyrénées-Atlantiques. Sa démographie est en constante diminution depuis 2008 et sa population y est plus vieillissante que dans l'ensemble du département. Depuis 2017, l'intercommunalité poursuit sa tendance de légère déprise démographique et de vieillissement de la population, constatée sur la quasi-totalité des vallées pyrénéennes voisines. Ainsi, les personnes âgées de plus de 60 ans représentent 35,9 % de la population contre 30,7 % pour l'ensemble des Pyrénées-Atlantiques. Cet enjeu démographique et cette nécessité de stopper cette diminution constituent l'un des points de départ du schéma de cohérence territoriale en cours d'élaboration. En outre, la CCVO présente un revenu médian plus faible (21 060 € contre 22 110 €) mais un taux de chômeurs moins important (7,3 % contre 8,7 % pour l'ensemble du département). La présence de l'agriculture sur le territoire est fondamentale en termes d'occupation du sol ; les agriculteurs représentent encore 11 % des actifs en 2019 (9 % en 2013). Par ailleurs, le territoire se caractérise par un fort taux de résidences secondaires et logements occasionnels (43,1 % contre 13,5 % sur l'ensemble du département).

La CCVO présente une caractéristique spécifique. En effet, son périmètre n'a connu aucune modification depuis sa création et ce malgré les vagues de rationalisation des périmètres d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) initiées par la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales puis la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRé). Le schéma départemental de coopération intercommunal des Pyrénées-Atlantiques (SDCI), arrêté le 11 mars 2016, s'inscrit dans la lignée de celui de 2012. La CCVO, opposée à son intégration dans la nouvelle communauté de communes du Haut-Béarn, conserve son périmètre.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Le tissu économique local est dominé par les services destinés à la population (éducation, santé, personnes âgées, administrations, commerces, etc.). L'économie industrielle de la vallée d'Ossau, dont les fondements remontent aux grands chantiers hydroélectriques, a permis notamment aux entreprises de la métallurgie d'accéder à une énergie électrique compétitive. Le territoire peut s'appuyer sur des acteurs majeurs du secteur aéronautique (Ventana, STI Hartchrom) et un tissu riche de petites entreprises artisanales et commerciales pour déployer son économie.

## 1.2 La gouvernance de la communauté de communes

Chaque année, le président de l'intercommunalité présente un rapport d'activité, comme le prévoit l'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales (CGCT), adressé aux 18 communes membres.

Conformément aux articles L. 5211-6 et suivants du CGCT[2], le conseil communautaire, organe délibérant de la communauté de communes, est composé de 33 conseillers, élus des 18 communes, ainsi que de sept vice-présidents. Il est régi par un règlement intérieur, adopté en juillet 2020, et s'est réuni *a minima* cinq fois par an sur la période, comme le prévoit l'article L. 5211-11 du code précité.

La représentation démographique au sein du conseil communautaire est répartie de façon équilibrée entre les cinq communes les plus importantes (Arudy, Laruns, Louvie-Juzon, Buzy et Rébénacq), qui ont chacune plusieurs représentants, soit 20 conseillers au total correspondant à 60,6 % des sièges pour 62,9 % de la population (6 288 habitants). Les 13 autres communes rurales disposent chacune d'un conseiller, soit 37,1 % des habitants (3 698 habitants).

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit que le président est l'organe exécutif de l'EPCI. Il prépare et exécute les délibérations du conseil communautaire. Le président est l'ordonnateur de dépenses et il prescrit l'exécution des recettes.

L'article L. 5211-10 du CGCT énumère les sept domaines qui, par exception, ne peuvent faire l'objet d'une délégation d'attribution de la part de l'organe délibérant à son président. Dans le respect de ces dispositions, le conseil communautaire a consenti des délégations au président de la CCVO en différentes matières par une délibération n° 2020-64 adoptée le 16 juillet 2020. Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président doit rendre compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'assemblée délibérante, ce qui est fait.

Le bureau, également régi par un règlement intérieur, prend des décisions dans le cadre de compétences déléguées par le conseil. Il est composé du président de la communauté de communes, des sept vice-présidents et de deux conseillers communautaires délégués. Il s'est réuni tous les mois et chaque fois que le président l'a jugé utile.

[2] Le nombre de sièges fixé par l'article L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales par rapport à la démographie (tranche de 5 000 à 9 999 habitants) est de 22 sièges. Ces sièges étant répartis à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne sur la population municipale, les communes n'ayant pas pu bénéficier de la répartition de sièges se sont vues attribuer un siège au-delà de l'effectif fixé (IV 1° et 2°).

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Existe également une conférence des maires, instance d'information et de réflexion présidée par le président. Elle comprend les 18 maires des communes membres de la collectivité, ainsi que les vice-présidents et conseillers communautaires délégués.

## 1.3 L'organisation des services

Les services communautaires sont structurés avec :

- une direction générale des services : à sa tête le directeur général des services (DGS) est chargé de la direction et de la coordination des services de la communauté des communes, elle est constituée du service « administration et ressources », du service « ressources humaines », d'un service « technique et environnement » (environnement, collecte des ordures ménagères et déchetteries, technique, entretien) ;
- un pôle « services de solidarité et de proximité » : animation convention territoriale globale, structures multi-accueil Louvie-Juzon et Laruns, relais petite enfance, portage de repas à domicile, maison des services au public ;
- un pôle « attractivité et développement territorial » (développement économique et attractivité ; petites villes de demain ; développement social/centre intercommunal d'action sociale (CIAS) ; tourisme, randonnées, Lacs de Castet, sites web ; avenir montagne). S'y ajoutent les thématiques « habitat et urbanisme », « culture, réseau de lecture, Préau patrimoine » et « rénovation énergétique habitat » dépendant directement du DGS.

En 2018, le service petite enfance a connu un problème de ressources humaines collectif qui a nécessité l'intervention d'une psychologue du travail et d'une consultante en organisation et RH du centre de gestion des Pyrénées, auprès des crèches concernées. Plusieurs thématiques ont été évaluées à savoir le contenu du travail, l'organisation, la communication, le management, les conditions physiques et matérielles de travail, la sécurité socio-économique et qui ont donné lieu à la définition d'un plan d'actions coconstruit entre la collectivité et le centre de gestion.

Le 7 février 2019, un comité de pilotage a présenté le plan d'actions de restructuration du service et en février 2020, une présentation des principales mesures mises en œuvre a été effectuée devant les élus chargés de la commission « action sociale ». La chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine constate cependant qu'il n'y a pas eu de bilan formalisé de la mise en œuvre de ce plan d'actions.

La CCVO a indiqué que les lignes directrices de gestion, adoptées le 23 juillet 2021, ont identifié comme orientation la prévention des risques professionnels. À ce titre, l'élaboration du document[3] unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) avec intégration des risques psycho-sociaux reste à mettre en œuvre dans la collectivité.

[3] L'évaluation des risques professionnels pour la santé et la sécurité des travailleurs est une obligation générale incombant aux employeurs (article L. 4121-3 du code du travail), notamment dans les communes (article 108-1 de la loi du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale). Conformément à cette obligation l'employeur élabore et met à jour un document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) comme le prévoit l'article R. 4121-1 du code du travail.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

**Recommandation n° 1.** : élaborer le document unique d'évaluation des risques professionnels comme le prévoit l'article R. 4121-1 du code du travail.

# 2 LE CADRE STRATÉGIQUE ET LES COMPÉTENCES

## 2.1 Un cadre stratégique en cours de définition

L'action de la CCVO ne s'inscrit pas encore dans un projet de territoire. Bien qu'il s'agisse d'un document facultatif[4], il n'en demeure pas moins stratégique et fédérateur pour les communes membres d'une intercommunalité. S'il détermine les modalités de l'action communautaire, il permet surtout de formaliser et d'énoncer clairement les ambitions de la structure et de conférer du sens et de la cohérence à l'action communautaire. Il peut également servir de support à l'élaboration d'un pacte financier et fiscal conclu entre la communauté de communes et ses communes membres, pacte aujourd'hui inexistant.

### 2.1.1 Les démarches visant à structurer le projet intercommunal depuis 2019

Des démarches de contractualisation ont été opérées depuis 2019, visant à structurer, prioriser et rendre plus visible le projet intercommunal, tant du point de vue des élus, que des habitants, agents et partenaires de la collectivité :

- le contrat de ruralité de la Vallée d'Ossau, signé le 16 juillet 2019 avec l'État, prévoit l'ensemble des actions et des projets parmi les thématiques d'accessibilité aux services et aux soins, de revitalisation et de redynamisation des bourgs-centres, de développement de l'attractivité territoriale, de mobilité, de transition écologique et de cohésion sociale ;
- le contrat[5] de dynamisation et de cohésion territoriale, signé le 3 décembre 2019 avec la région Nouvelle-Aquitaine, coconstruit avec les élus des 18 communes membres et les acteurs économiques des territoires lors d'ateliers participatifs ;

[4] Promu à l'origine par la loi n° 99-553 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire et portant modification de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADDT), dite loi Voynet, le projet de territoire n'a pas été rendu obligatoire. Sa démarche de construction repose donc sur la base du volontariat des EPCI, le CGCT restant évasif à ce sujet.

[5] Dans le cadre de sa politique contractuelle, la région Nouvelle-Aquitaine a fixé deux objectifs, le premier étant de soutenir et développer les atouts de tous les territoires, en faisant en sorte que chacun puisse construire et porter des projets structurants de développement de l'économie, de l'emploi, de la transition énergétique et écologique, des services et équipements indispensables et le second d'exprimer la solidarité régionale au bénéfice des territoires les plus vulnérables, qu'ils soient urbains, périurbains ou ruraux, en mobilisant des moyens spécifiques, complémentaires et innovants.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

- la convention cadre partenariale de développement, signée avec le département le 12 novembre 2019, pour conforter les actions déjà existantes et initier de nouvelles actions communes sur des thématiques fléchées comme étant prioritaires ;
- le contrat local de santé de 2e génération, signé en janvier 2020, avec l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine ;
- la convention territoriale globale signée avec la caisse d'allocation familiale des Pyrénées-Atlantiques, le 2 juillet 2021 ;
- le contrat de relance et de transition écologique (CRTE), signé avec l'État le 16 juillet 2022.

Des schémas spécifiques (tourisme, développement des sports de pleine nature, programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés, développement économique et agricole, stratégie d'orientation et de gestion des fonds européens, enseignement musical, feuille de route de coopération transfrontalière, etc.) ont été adoptés. Des démarches de coopérations sont également menées à l'échelle du territoire du pôle métropolitain Pays de Béarn : territoire d'industrie, plan de mobilité, transition énergétique, etc.

La chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine constate que l'ensemble de ces démarches de contractualisation ne constitue pas en soi une vision stratégique globale. Cette dernière devrait toutefois pouvoir être conçue à l'occasion de l'élaboration prochaine du schéma de cohérence territoriale (SCoT).

### 2.1.2 Une charte de gouvernance fixant une méthodologie de travail pour l'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCoT)

Le 30 janvier 2020, les élus de la CCVO ont délibéré en faveur du lancement d'une démarche d'élaboration du SCoT à l'échelle du territoire ossalois. Ce document a pour ambition d'être un projet de territoire « valléen » à horizon 2040. Il doit fixer les grandes politiques de la collectivité en matière d'urbanisme, d'habitat, de développement économique et touristique, d'agriculture, de préservation de l'environnement, etc.

Une charte de gouvernance a été mise en place avec pour objectif d'établir une méthodologie de travail entre les élus de la communauté de communes, les communes, les institutions et partenaires publics et la population, et ce pour la durée de l'élaboration du SCoT, soit environ quatre ans à partir de la délibération de prescription. L'élaboration du SCoT nécessitera plusieurs phases de travail :

- la phase de diagnostic territorial : nécessaire à la compréhension du fonctionnement du territoire, cette phase permettra d'identifier les forces et faiblesses du territoire, et ainsi dégager des enjeux ;
- la phase de « projet » : il s'agira à partir des enjeux issus du diagnostic territorial, d'établir un projet politique sur les thématiques que devra aborder le SCoT. Ce projet se matérialisera sous la forme du projet d'aménagement stratégique (PAS), véritable clé de voute du SCoT. Les élus devront déterminer plusieurs scénarios de développement, desquels aboutira un projet commun et partagé par les 18 communes ;
- la phase « règlementaire » du SCoT : il s'agira de traduire sous forme de règles et recommandations le projet politique, le document d'orientations et d'objectifs (DOO).

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Ce sont ces règles qui seront opposables à l'ensemble des documents d'urbanisme communaux (plan local d'urbanisme -PLU, cartes communales).

Pour faire suite à la délibération du 30 janvier 2020, la communauté de communes a missionné le conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement des Pyrénées-Atlantiques (CAUE 64) pour l'accompagner dans les démarches préalables au lancement du SCoT. Parallèlement, elle a saisi le 12 mai 2021 le préfet en vue de la définition du périmètre du SCoT qu'elle souhaite circonscrire à son seul territoire et a recruté un chargé de mission pour l'élaborer, en poste depuis avril 2021.

Un appel d'offres a été lancé le 6 février 2022 afin d'accompagner la collectivité dans l'élaboration du SCoT et notamment sur la rédaction de l'ensemble des pièces du document. Accompagnée du conservatoire d'espaces naturels de Nouvelle-Aquitaine sur le volet « trame verte et bleue » et du chargé de mission SCoT de la communauté de communes, cette maîtrise d'œuvre aura la charge de l'ensemble de l'animation de la démarche : préparation, animation et rédaction des comptes-rendus de l'ensemble des réunions.

## 2.2 Les compétences exercées par la communauté de communes

### 2.2.1 Les compétences de l'intercommunalité

Parmi l'ensemble compétences exercées par la CCVO[6], la chambre relève les éléments suivants.

#### 2.2.1.1 La compétence « eau et assainissement »

Sur la compétence « eau et assainissement », le lancement d'une étude en 2022 par l'EPCI vise à se préparer au transfert prévu par la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes. Toutefois, plusieurs problématiques en matière de collecte des données peuvent être relevées :

- l'absence de retour de l'une des 18 communes (une de moins de 300 habitants) des éléments techniques sollicités par le bureau d'étude ;
- un refus d'accès à une visite par le bureau d'étude des installations de la part de la même commune ;
- des retours très hétérogènes en qualité et en quantité (selon les communes interrogées : rapport sur le prix et la qualité du service non systématique, pas de compteurs abonnés sur certaines communes, pas de calcul d'indices de performances, affectation rare du personnel sur les budgets annexes, suivi analytique très partiel, système d'information géographique peu utilisé, documents rétrospectifs et prospectifs des travaux non systématisés, etc.).

[6] La liste des compétences exercées au 1er janvier 2022 par la CCVO figure en annexe 1 du présent rapport.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Le maire de Louvie-Soubiron a indiqué dans sa réponse que « *suite à la sollicitation du bureau d'études pour la visite des installations et réseau d'adduction en eau potable de la commune de Louvie-Soubiron, la commune a indiqué qu'elle est engagée dans l'élaboration de son schéma directeur d'eau potable. Les conclusions de cette étude seront rendues publiques dès son achèvement et qu'il n'y a pas lieu de multiplier les intervenants sur le sujet et par conséquent la commune n'a pas donné suite à la demande* ». Dans le cadre de la préparation du transfert de cette compétence à la communauté de communes, prévu par la loi précitée du 3 août 2018, la chambre régionale des comptes considère néanmoins qu'il est de la responsabilité de cette commune de fournir les données nécessaires à ce transfert et de laisser accessibles ses installations.

**Recommandation n° 2.** : récupérer auprès de la commune de Louvie-Soubiron ses données exhaustives relatives à la compétence « eau et assainissement » et fiabiliser avec les autres communes l'ensemble des données.

#### 2.2.1.2 La compétence « action et développement économique – création, aménagement et gestion de l'abattoir d'Ossau »

Par délibération n° 2011/55 en date du 29 septembre 2011, le conseil communautaire a décidé la reprise de l'abattoir de Louvie-Soubiron et la mutualisation de son fonctionnement avec l'abattoir du Haut-Béarn. Ce nouvel équipement est géré par un établissement public industriel et commercial (ÉPIC), avec une régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. C'est un abattoir mono-espèce avec une seule ligne d'abattage et une spécialisation d'abattage en agneaux de lait des Pyrénées.

Il a été prévu que la capacité de production augmente sensiblement pour atteindre 700 tonnes fin 2022, soit une progression d'activité d'environ 35 % entre 2020 et 2022.

**Tableau n° 2 : activité de l'abattoir d'Ossau - en tonnes**

| *2017* | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Prévision 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| *475* | 490 | 518 | 516 | 645 | 700 |

*Source : abattoir d'Ossau*

L'ÉPIC « Abattoir d'Ossau » en synergie avec la CCVO a construit[7] une nouvelle salle de découpe et de transformation attenante à l'abattoir pour diversifier ses activités. Ce nouvel équipement structurant à l'échelle du Haut-Béarn et des vallées, permettra un engagement dans

[7] Dans un premier temps, ce projet vise à répondre à la demande de clients majeurs de l'abattoir réclamant qu'une prestation de découpe puisse s'ajouter à la prestation d'abattage des agneaux de lait et ce afin de répondre aux évolutions du marché. Dans un second temps, l'atelier de découpe permettra aux éleveurs particuliers d'Ossau et du Haut-Béarn l'accès à un outil nécessaire à la valorisation de leur production dans l'optique de circuits courts et de proximité sur d'autres produits. Pour la réalisation de ce projet l'abattoir d'Ossau a contracté un prêt de 360 000 € auprès du Crédit Agricole garanti à 100 % par la CCVO (délibération n° 2021/92 du 21/09/2022).

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

la filière « agneaux de lait » ou dans les produits conditionnés pour le marché des collectivités, dont la demande progresse rapidement.

Aucun autre investissement urgent n'est envisagé mais un changement de matériel de production sera à prévoir sur du moyen terme (environ 100 000 €), avec un possible effet sur le budget annexe réhabilitation de l'abattoir.

#### 2.2.1.3 La compétence tourisme

Le syndicat touristique du canton de Laruns, créé en 1986, avait pour mission de mener des projets de développement touristique sur les huit communes de la partie méridionale de la vallée d'Ossau. De 2004 à 2008, ce syndicat a, par convention, mené des actions conjointes avec plusieurs communes du canton d'Arudy dans le domaine de la promotion touristique, en l'absence d'office de tourisme couvrant l'ensemble du territoire.

La réflexion autour de la création d'une communauté de communes a été menée en 2008 par le SIVOM de la Vallée d'Ossau. Le choix d'intégrer cette compétence a été fait par les élus de l'époque dès la création de la CCVO, le 1er janvier 2009. Le transfert de la compétence tourisme s'est effectué en deux temps.

La compétence « promotion touristique » a été transférée à la communauté de communes au 1er janvier 2017 conformément aux dispositions de la loi NOTRé. Pour autant, seul celui d'Arudy a été transféré, les communes de Laruns et des Eaux-Bonnes ayant eu recours à la dérogation posée par la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne (acte II de la Loi Montagne) permettant aux communes « station classée de tourisme » de conserver la compétence.

Pour faire suite à la perte de l'agrément de classement en station classée de tourisme de la commune d'Eaux-Bonnes, la délibération du 12 novembre 2020, qui en prend acte, a transféré à la CCVO la compétence « promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » exercée jusqu'alors par cette commune.

Face aux enjeux grandissant du tourisme dans le développement des territoires de montagne et conformément à l'article L. 5216-5 du CGCT, la commune de Laruns a décidé par délibération du 6 décembre 2021 le transfert de sa compétence « promotion du tourisme et création d'offices de tourisme » à la CCVO, le service animation étant exclu de ce transfert. Au 1er janvier 2022 les deux communes, Eaux-Bonnes et Laruns, ont donc transféré leur compétence à l'EPCI.

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) s'est réunie en 2022 pour établir le rapport d'évaluation des charges transférées soumis à la validation des communes concernées. Le conseil communautaire a statué sur les conséquences du transfert sur les attributions de compensation, de façon à neutraliser les effets sur les budgets des communes et de l'EPCI.

L'exercice 2022 a été principalement consacré à installer cette nouvelle structure dans le paysage touristique ossalois.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Par délibération n° 2017/62 en date du 26 septembre 2017 de la CCVO, la taxe de séjour a été instaurée à compter du 1er janvier 2018 :

**Tableau n° 3 : les financements apportés par la CCVO à l'office de tourisme depuis 2017**

| *Année* | Subvention | Taxe de séjour |
|---|---|---|
| *2017* | 56 000 € | |
| *2018* | 180 000 € | 28 787,77 € |
| *2019* | 180 000 € | |
| *2020* | 180 000 € | 46 909,77 € |
| *2021* | 150 000 € | 63 800,79 € |

*Source : CCVO*

L'enjeu pour 2023 est la refonte de l'offre web aujourd'hui caractérisée par l'existence de trois sites dont celui anciennement géré par la CCVO. Côté financier, la maîtrise des dépenses de fonctionnement et le confortement des recettes de la taxe de séjour seront recherchés (un agent de l'office de tourisme étant consacré à temps plein sur cette dernière mission) afin d'accompagner durablement le développement de la politique de promotion touristique du territoire sans accroître la dotation intercommunale.

Ces évolutions institutionnelles, notamment la création d'offices de tourisme et les moyens qui y sont affectés, ne constituent pas pour autant un cadre stratégique pour l'exercice de la compétence. Aussi la chambre invite la CCVO à formaliser sa stratégie en la matière, en cohérence avec le schéma régional existant pour le développement du tourisme et des loisirs.

**Recommandation n° 3.** : élaborer un plan stratégique de développement touristique en l'articulant avec le schéma régional pour le développement du tourisme et des loisirs de Nouvelle-Aquitaine.

#### 2.2.1.4 La compétence d'action sociale : déficit du CIAS de la Vallée d'Ossau

Le CIAS de la Vallée d'Ossau, après un an et demi d'exercice, éprouve des difficultés pour équilibrer le budget de fonctionnement du service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD).

En effet, le compte administratif 2021 du SAAD fait état d'un déficit de fonctionnement de près de 20 000 €. Le déficit prévisionnel de 2022 est estimé à 219 000 €.

Par délibération du 27 septembre 2022, la CCVO a décidé d'accorder au CIAS une subvention de fonctionnement d'un montant de 193 000 € sur le budget annexe SAAD pour l'exercice 2022.

La chambre invite la CCVO à construire une vision pluriannuelle des résultats prévisionnels du CIAS pour retrouver une maitrise quant au versement de subventions annuelles de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

### 2.2.2 Les équipements sportifs et culturels hors champ de l'intérêt communautaire

La CCVO précise que certaines communes ont la charge de quelques équipements publics qui pourraient être considérés comme ayant un intérêt ou un rayonnement intercommunal (musée d'Ossau d'Arudy, piscines d'Arudy et de Laruns, médiathèques et bibliothèques d'Arudy, Laruns et Louvie-Juzon). Bien qu'il n'y ait eu à ce jour aucune sollicitation des communes concernées pour engager une réflexion sur un éventuel transfert de compétence relatif à la gestion de ces équipements, l'EPCI participe à l'ensemble des réflexions sur les projets les concernant.

# 3 LES RELATIONS DE L'EPCI AVEC SES COMMUNES MEMBRES

## 3.1 Une mutualisation à conforter

La CCVO ne s'est à ce jour pas dotée d'un schéma de mutualisation et n'a pas établi de rapport[8] relatif aux mutualisations de services assorti d'un tel schéma. Même si son caractère obligatoire a été supprimé par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, ce schéma reste le meilleur indicateur du niveau d'intégration communautaire et du dynamisme d'une intercommunalité.

Une démarche d'élaboration d'un schéma de mutualisation tel que défini par l'article L. 5211-39-1 du CGCT avait pourtant été lancée mi-décembre 2018. Ce travail mené jusqu'en 2020 a permis de réaliser un diagnostic et de définir des axes de mutualisation et d'ébaucher un plan d'actions (service communs pour la commande publique, l'informatique et les système d'informations, les affaires juridiques, la formation des agents, les missions hygiènes et sécurité, le remplacement et la mise à disposition de personnel et de matériels, le développement d'outils mutualisés de gestion des emplois saisonniers, la banque intercommunale de matériel, les achats groupés de matériel, le développement des groupements de commandes). La dynamique de ce projet a toutefois été interrompue et l'adoption formelle d'un schéma de mutualisation n'a pu aboutir en raison de différents facteurs[9].

---

[8] L'article L. 5211-39-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose qu'« *afin d'assurer une meilleure organisation des services, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre établit un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ceux des communes membres. Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat. […] / Le rapport est transmis pour avis à chacun des conseils municipaux des communes membres. […] / Le projet de schéma est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. […] / Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant* ».

[9] Calendrier et contexte pré-électoral et électoral avec les échéances des municipales de 2020 ne permettant pas des échanges sur ces sujets, schémas de mutualisation des services rendus facultatifs par la loi n° 2019-1461 du

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

La chambre régionale des comptes relève que, même si la collectivité n'a pas de schéma de mutualisation des services, elle dispose toutefois d'un document de travail qu'il pourrait être fructueux de finaliser et de présenter en conseil communautaire.

## 3.2 Une faible intégration fiscale de l'intercommunalité

Entre 2017 et 2021, la fiscalité perçue par les communes et l'EPCI s'élève respectivement à 28,5 M€ et 22 M€, soit un total de 50,5 M€. La communauté de communes n'a conservé que 21 % de la fiscalité qu'elle a levée, soit 9 % de la fiscalité totale perçue par les communes et l'EPCI, en raison d'une attribution de compensation de 3,5 M€ par an, en moyenne (cf. *infra*, point 3.3.).

**Tableau n° 4 : fiscalité levée par le bloc communal et l'intercommunalité – en M€**

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| ***Fiscalité levée par le bloc communal et intercommunal*** | | | | | |
| *Fiscalité levée par les communes* | 5,5 | 5,5 | 5,5 | 6,4 | 5,6 |
| *Fiscalité levée par la CCVO* | 4,4 | 4,6 | 4,9 | 4,8 | 3,3 |
| ***Fiscalité totale levée*** | **9,95** | **10,1** | **10,39** | **11,19** | **8,9** |
| ***Reversements aux communes*** | | | | | |
| *Attribution de compensation* | 3,4 | 3,4 | 3,5 | 3,5 | 3,5 |
| *Dotation de solidarité communautaire* | - | - | - | - | - |
| ***Total de la fiscalité reversée*** | **3,4** | **3,4** | **3,5** | **3,5** | **3,5** |
| ***Total de la fiscalité conservée*** | **1** | **1,2** | **1,3** | **1,3** | **-0,1** |
| ***Intégration fiscale*** | | | | | |
| *Part de la fiscalité totale conservée par la CCVO* | 9,23 % | 10,82 % | 11,86 % | 10,26 % | - 8,13 % |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Le coefficient d'intégration fiscale (CIF) mesure l'intégration fiscale au niveau d'un regroupement intercommunal[10]. Il permet de constater le niveau de fiscalité transférée par les communes en contrepartie des compétences déléguées et donc, par voie de conséquence, le niveau de l'intégration communautaire. Plus un EPCI est intégré fiscalement, plus son CIF est proche de 1 (ou de 100 %). C'est un paramètre essentiel du calcul de la dotation globale de

27 décembre 2019, impact de la crise sanitaire de 2020 qui a mobilisé élus et services sur d'autres priorités, changement de mandature.

[10] Le CIF résulte du rapport entre la fiscalité que l'intercommunalité lève directement et la totalité de la fiscalité levée sur son territoire par les communes, les syndicats intercommunaux et lui-même. Il est pondéré des transferts réalisés au bénéfice des communes (attribution de compensation, 50 % de la dotation de solidarité communautaire).

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

fonctionnement des EPCI puisqu'il intervient à la fois dans le calcul de la dotation de base et de la dotation de péréquation qui la constituent.

**Tableau n° 5 : coefficient d'intégration fiscale de 2017 à 2021 – en %**

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| *Valeur du CIF CCVO* | 20,1 | 21,46 | 24,3 | 25,5 | 24,7 |

*Source : CCVO*

Le coefficient d'intégration fiscale de la CCVO s'élève à 24,7 % en 2021. Il se situe à un niveau inférieur à la moyenne observée pour les groupements de même nature (38,8 %). Il atteste en principe d'une faible intégration fiscale à l'échelon intercommunal. Ce niveau assez bas peut toutefois être relativisé par plusieurs éléments :

- plusieurs compétences comme le portage de repas, la gestion des crèches, des centres de loisirs, avaient été transférées avant cette date, donc les charges ont été transférées mais pas les recettes ;
- depuis 2016, trois nouvelles compétences ont été transférées, les zones d'activité économique (ZAE), la promotion du tourisme pour 16 communes et le service d'aide et d'accompagnement à domicile. L'effet sur les attributions de compensation a été minime : de 3 083 986 € elles sont descendues à 3 031 241 € soit - 1,71 % ;
- en 2021, la fiscalité levée par la CCVO moins les attributions de compensation représente la moitié des produits (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties, fonds national de garantie individuelle des ressources communales, dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle, etc.) des communes et syndicats du territoire. Par conséquent les communes de la CCVO sont considérées comme aisées et sont donc contributrices au niveau du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC).

## 3.3 L'attribution de compensation et les fonds de concours

L'alinéa 7 du paragraphe IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts (CGI) dispose que la CLECT établit un rapport évaluant le coût des charges transférées, dans un délai de neuf mois, à compter de la prise de compétence. La CLECT de la CCVO s'est réunie, dans ce délai, à plusieurs reprises, pendant la période examinée, pour déterminer les charges afférentes à chaque compétence transférée.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Pendant la période examinée, la CLECT a procédé au calcul des charges transférées, selon la procédure de droit commun prévue à l'alinéa 5 du paragraphe IV de l'article 1609 nonies C du CGI[11]. Elle a appliqué cependant, à une reprise, en 2017, la procédure dérogatoire, énoncée au 1° bis du paragraphe V de ce même 'article du CGI, permettant de fixer librement l'attribution de compensation[12], par délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux[13].

Par ailleurs, au cours de la période 2017 à 2022, les communes ont reçu de l'établissement intercommunal, en moyenne, 108 000 € par an, entre 2018 et 2020, et 25 000 € par an, entre 2021 et 2022, au titre des fonds de concours (cf. annexe 2), qui ont pour objet de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement. Ce dispositif a été mis en place en 2016[14] et jusqu'en 2020, puis non renouvelé sur le mandat suivant en raison du caractère insuffisant de son effet par rapport aux objectifs recherchés : attractivité territoriale ou cohésion sociale.

# 4 LA QUALITÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE, L'ORGANISATION COMPTABLE ET LA FIABILITÉ DES COMPTES

## 4.1 L'information budgétaire

L'information financière à destination des élus et des administrés doit présenter un caractère exhaustif et qualitatif afin d'assurer la transparence des comptes publics locaux.

[11] Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédents ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission. Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année. Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges.

[12] L'attribution de compensation est un dispositif dont l'objet est de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources opérés lors des transferts de compétences à l'établissement intercommunal.

[13] Ainsi en 2017, à l'occasion du transfert des zones d'activité et de la promotion du tourisme, en décidant d'évaluer le montant des charges d'investissement relatives à la compétence « création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité » et de corriger l'évaluation de la charge financière de la commune d'Arudy transférée dans le cadre du transfert de la compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ».

[14] Un règlement spécifique a été adopté par délibération du 22 septembre 2016 qui définit les conditions d'éligibilité, d'attribution et de financement.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

### 4.1.1 Les prévisions budgétaires

La qualité des prévisions budgétaires participe de la sincérité des inscriptions et du respect de l'équilibre réel du budget au sens de l'article L. 1612-4 du CGCT. Le taux d'exécution mesure l'écart entre prévisions et réalisations des recettes et des dépenses réelles constatées aux comptes administratifs.

Deux approches peuvent être retenues pour mesurer le taux d'exécution budgétaire et apprécier ainsi la qualité des prévisions budgétaires. La première consiste à constater l'écart entre le montant des crédits ouverts avec les dépenses réalisées auxquelles sont ajoutés les restes à réaliser[15]. La deuxième approche consiste à ne constater que l'écart entre les crédits ouverts et les dépenses réalisées.

**Tableau n° 6 : taux d'exécution budgétaire du budget principal en fonctionnement – en %**

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | DÉPENSES RÉLLES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| *Taux de réalisation hors rattachements* | 97,6 | 94,0 | 95,4 | 95,1 | 92,5 | 94,9 |
| *Taux de réalisation avec rattachements* | 97,8 | 94,4 | 96,8 | 97,0 | 93,3 | 95,8 |
| *Part rattachement/prévisions* | 0,2 | 0,4 | 1,4 | 1,9 | 0,7 | 0,9 |
| *Taux d'annulation* | 2,0 | 5,6 | 3,2 | 3,0 | 6,7 | 4,2 |
| | RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT | | | | | |
| *Taux de réalisation hors RAR* | 100,0 | 97,1 | 98,4 | 96,1 | 104,9 | 99,3 |
| *Taux de réalisation avec RAR* | 100,0 | 97,1 | 98,4 | 96,1 | 104,9 | 99,3 |
| *Part RAR/prévisions* | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| *Taux d'annulation* | -2,9 | 0,0 | -1,2 | -0,2 | -8,5 | -2,6 |

*Source : chambre régionale des comptes, d'après les comptes administratifs 2017 à 2021*

Au cours de la période 2017 à 2021, les taux de réalisation du budget principal en section de fonctionnement sont élevés. En effet, ils atteignent en moyenne 99,3 % en recettes et 94,5 % en dépenses, dénotant une prévision sincère des charges et des produits.

[15] Les restes à réaliser en investissement sont définis par l'article R. 2311-11 du code général des collectivités territoriales, complété par l'instruction budgétaire et comptable M14. Il s'agit des dépenses engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice, justifiées par un état des dépenses engagées non mandatées établi par l'ordonnateur et contresigné par le comptable public et des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre de recettes.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

**Tableau n° 7 : taux d'exécution budgétaire du budget principal en section d'investissement – en %**

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | Moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT** | | | | | |
| *Taux de réalisation hors RAR** | 38,7 | 19,2 | 40,8 | 36,0 | 39,1 | 34,8 |
| *Taux de réalisation avec RAR* | 50,3 | 61,3 | 53,1 | 78,6 | 66,6 | 62,0 |
| *Part RAR/prévisions* | 11,6 | 42,2 | 12,3 | 42,6 | 27,5 | 27,2 |
| *Taux d'annulation* | 49,7 | 38,7 | 46,9 | 21,4 | 33,4 | 38,0 |
| | **RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT** | | | | | |
| *Taux de réalisation hors RAR* | 36,2 | 25,0 | 28,0 | 47,1 | 34,5 | 34,2 |
| *Taux de réalisation avec RAR* | 46,2 | 62,8 | 47,3 | 93,9 | 61,9 | 62,4 |
| *Part RAR/prévisions* | 10,0 | 37,8 | 19,3 | 46,9 | 27,3 | 28,3 |
| *Taux d'annulation* | 53,8 | 37,2 | 52,7 | 6,1 | 38,1 | 37,6 |

** Restes à réaliser*
*Source : chambre régionale des comptes, d'après les comptes administratifs 2017 à 2021*

En investissement, hors restes à réaliser, le taux moyen de réalisation des dépenses est en revanche, faible (35 %) sur les cinq années, avec un minimum de 19 % en 2017. En recettes, les taux ne s'élèvent en moyenne qu'à 34 % également. En prenant en compte les restes à réaliser, au compte administratif au 31 décembre de l'année, le taux d'exécution moyen est de 62 % en dépenses et en recettes. Les restes à réaliser représentent en moyenne 27 % des crédits ouverts, soit 1,1 M€ ce qui reste un montant relativement important, probablement dû au vote par opération d'équipement.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

**Tableau n° 8 : taux d'exécution budgétaire des dépenses et des recettes – budgets annexes (BA) – en %**

| | MOYENNE DÉPENSES RÉELLES | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Fonctionnement | Rattachement | Investissement | RAR |
| *BA ZAE des Fours à Chaux* | 35 % | 30 % | 18 % | 0 % |
| *BA ThyssenKrupp/Espace Laprade (M4)* | 71 % | 0 % | 43 % | 46 % |
| *BA SPANC (M49)* | 67 % | 0 % | 20 % | 0 % |
| *BA MSP (M14)* | 31 % | 0 % | 25 % | 75 % |
| *BA Ehpad (M14)* | 0 % | 0 % | 2 % | 53 % |
| *BA Centre allotement (M14)* | 77 % | 0 % | 100 % | 0 % |
| *BA Abattoir(M14)* | 84 % | 0 % | 51 % | 0 % |
| *BA Atelier relais (M4)* | 41 % | 0 % | 92 % | 0 % |
| *Total* | 42 % | 4 % | 41 % | 22 % |
| | **MOYENNE RECETTES RÉELLES** | | | |
| | Fonctionnement | Rattachement | Investissement | RAR |
| *BA ZAE des Fours à Chaux* | 17 % | 33 % | 50 % | 0 % |
| *BA ThyssenKrupp/Espace Laprade (M4)* | 73 % | 0 % | 54 % | 40 % |
| *BA SPANC (M49)* | 66 % | 0 % | 0 % | 0 % |
| *BA MSP (M14)* | 0 % | 0 % | 29 % | 71 % |
| *BA Ehpad (M14)* | 0 % | 0 % | 0 % | 57 % |
| *BA Centre allotement (M14)* | 65 % | 0 % | - | - |
| *BA Abattoir(M14)* | 95 % | 0 % | 100 % | 0 % |
| *BA Atelier relais (M4)* | 100 % | 0 % | 100 % | - |
| *Total* | 44 % | 4 % | 48 % | 28 % |

*Source : chambre régionale des comptes, d'après les comptes administratifs*

Pour les budgets annexes, les taux d'exécution en dépenses et en recettes pour les deux sections de 2017 à 2021 sont globalement assez faibles (42 % en moyenne pour les dépenses de fonctionnement et 41 % en moyenne pour les dépenses d'investissement).

Compte tenu de leur faiblesse, les taux d'exécution des budgets annexes ZAE des Fours à Chaux, Espace Laprade, maison de santé pluridisciplinaire et Ehpad pourront être améliorés en dépenses et en recettes pour la section d'investissement et/ou de fonctionnement.

La CCVO n'a jamais évoqué ni eu recours à la technique des autorisations de programme[16] (AP) et crédits de paiement (CP). Son recours permettrait probablement d'améliorer la visibilité financière des investissements sur le moyen terme, notamment sur des programmes de travaux réguliers et planifiés dans le temps, telle ceux relevant de la compétence GEMAPI. Une mise en œuvre de la procédure des AP/CP implique préalablement un travail de ciblage des opérations d'investissement adaptées à ce mode de gestion.

[16] Selon les dispositions du paragraphe I de l'article L. 2311-3 du CGCT, « [l]*es dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement. Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées […]* ».

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

**Recommandation n° 4.** : améliorer les taux d'exécution budgétaire des budgets annexes zone d'activité économique des Fours à Chaux, Espace Laprade, maison de santé pluridisciplinaire et Ehpad en dépenses pour la section d'investissement.

### 4.1.2 Les annexes budgétaires et les publications numériques

La quasi-totalité des annexes des documents budgétaires sont complètes et correctement renseignées. Toutefois, celles relatives à :

- l'état du personnel ne font pas état des effectifs pourvus sur emplois budgétaires en équivalent temps plein (ETP) et pour les personnels non titularisés ne font pas mention de justification au regard des textes ;
- la liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier n'est pas renseignée, alors que l'état de l'actif 2020 mentionne des participations au compte 26.

En vertu des articles L. 2313-1 1, R. 2313-8 et R. 5211-41-1 du CGCT[17], « *une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles jointe au budget primitif et au compte administratif* » doit être publiée sur le site internet. La communauté de communes ne respecte pas cette obligation, ainsi que celle concernant la mise en ligne des conventions passées avec une association bénéficiant d'une subvention annuelle supérieure à 23 000 €[18].

**Recommandation n° 5.** : respecter les obligations légales de publication des informations financières sur le site internet de l'intercommunalité avec une :
- présentation brève et synthétique des informations financières jointe au budget primitif et au compte administratif ;
- mise en ligne des conventions passées avec les associations bénéficiant d'une subvention annuelles supérieure à 23 000 €.

[17] Issus du décret n° 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération de documents d'informations budgétaires et financières.

[18] Conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, les associations bénéficiaires dont la subvention annuelle est supérieure à 23 000 € font l'objet d'une convention. La CCVO ne les publie cependant pas sur son site internet alors que l'école de musique Vallée-d'Ossau a perçu 26 500 € en 2020.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

## 4.2 L'organisation comptable

### 4.2.1 Les outils de pilotage comptable

La communauté de communes dispose depuis plusieurs années d'une comptabilité analytique par « code service ». La collectivité a également mis en place des tableaux de bord mensuels de suivi :

- de l'exécution financière et comptable par article en dépenses et en recettes ;
- des opérations d'investissement en dépenses et en recettes ;
- des avances remboursables versées aux budgets annexes.

Facultative à l'échelon communal et intercommunal, la mise en place d'un règlement budgétaire et financier est préconisée par le comité national de fiabilité des comptes locaux. La CCVO ne s'est pas dotée d'un tel règlement sous la forme d'un outil unique et commun de pilotage. Il lui permettrait notamment de décrire ses procédures, de les faire connaître avec exactitude, de les suivre le plus précisément possible, de rappeler les normes, de respecter le principe de permanence des méthodes et enfin d'améliorer les prévisions budgétaires et la programmation de ses investissements.

La chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine rappelle que l'adoption du référentiel comptable et budgétaire M57 par la collectivité à compter du 1er janvier 2024 rendra obligatoire un tel règlement budgétaire et financier, en vertu des dispositions prévues à l'article 106 de la loi NOTRé.

**Recommandation n° 6.** : rédiger de façon exhaustive des fiches de procédures comptables et financières et les consolider dans un règlement budgétaire et financier.

### 4.2.2 L'absence d'une convention avec le comptable public

Dans le cadre du suivi des comptes, la direction départementale des finances publiques (DDFiP) attribuait à la communauté de communes un indice de qualité des comptes locaux (IQCL) de 14,6/20 en 2020, inférieur à la moyenne nationale pour les groupements à fiscalité propre (16,2).

Selon le comptable public et dans le cadre d'un engagement partenarial à venir, un axe important à intégrer concernerait l'optimisation de la recette. En effet, la qualité des tiers et des pièces transmises (avis des sommes à payer) devra être améliorée afin de sécuriser le recouvrement.

Par ailleurs, le typage des mandats est considéré par le comptable comme perfectible. Une action récente du service a permis une amélioration, notamment pour les marchés publics. Toutefois, les mandats d'inventaire ne contiennent pas les numéros d'inventaire attendus pour la gestion de l'actif. Cela pose des problèmes de gestion, surtout pour le traitement des amortissements et constitue donc un axe de perfectionnement.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Aucun partenariat, formalisé par une convention des services comptables et financiers, ne s'est encore mis en place avec les services de la DDFiP.

**Recommandation n° 7.** : mettre en place avec le comptable public une convention des services comptables et financiers prévoyant l'optimisation du recouvrement et de la présentation des mandats de paiement.

## 4.3 La fiabilité des comptes

### 4.3.1 Une connaissance et un suivi de l'actif immobilisé à améliorer

Il a été constaté la non-conformité pour une des lignes de l'état de l'actif avec les soldes de sortie du compte de gestion et la nécessité de mettre en cohérence cet état d'actif avec l'inventaire.

En effet, l'état de l'actif du budget principal, arrêté au 31 décembre 2020, a été comparé à la balance de sortie du compte de gestion de 2020 pour ce qui concerne les comptes 20, 21, 23 et 28. Cette comparaison a révélé des discordances[19] d'un montant total de 24 106 €, portant sur les amortissements antérieurs du compte 2031 « frais d'études » (cf. annexe 3).

### 4.3.2 Les immobilisations en cours

En vertu de l'instruction budgétaire et comptable M14, le compte 23 « immobilisations en cours » enregistre, à son débit, les dépenses afférentes aux immobilisations non terminées à la fin de chaque exercice qu'il s'agisse d'avances avant justification des travaux (comptes 236, 237 et 238), ou d'acomptes versés au fur et à mesure de l'exécution des travaux (comptes 231, 232 et 235). Ainsi, en fin d'exercice, le compte 23 fait apparaître la valeur des immobilisations qui ne sont pas achevées. Lorsque l'immobilisation est achevée, les dépenses portées aux comptes 231, 232 et 235 doivent être virées au compte 21 par opération d'ordre non budgétaire afin de pouvoir établir un état actualisé de l'actif. L'intégration des immobilisations achevées déclenche alors leur amortissement. Au cours de la période 2017 à 2021, les comptes d'immobilisations en cours de la CCVO ont été successivement débités et crédités tout au long de la période examinée.

Les trois ratios figurant dans le tableau ci-après permettent de s'assurer que les écritures de transfert sont passées dans les délais attendus : si tel est le cas, les deux premiers ne doivent que ponctuellement excéder une année et le troisième, exprimé en pourcentage, doit rester faible.

[19] L'instruction NOR INTB1501664J du 27 mars 2015 relative aux modalités de recensement des immobilisations et à la tenue de l'inventaire et de l'état de l'actif pour les instructions budgétaires et comptables (M14, M52, M57, M71 et M4), comme le guide des opérations d'inventaire de juin 2014 du comité national de fiabilité des comptes locaux et enfin le guide comptable et budgétaire des opérations patrimoniales de 2017, énoncent les obligations du comptable qui doit se rapprocher, en tant que de besoin, des services de l'ordonnateur pour l'élaboration de l'état de l'actif permettant de justifier les soldes des comptes de la classe 2 du bilan du compte de gestion.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

**Tableau n° 9 : immobilisations en cours – budget principal**

| Immobilisations en cours | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisations corporelles en cours - Solde (A) | 0 | 0 | 0 | 852 542 | 1 805 689 |
| Immobilisations corporelles en cours - Flux (B) | 293 531 | 55 875 | 1 641 397 | 852 542 | 953 147 |
| Travaux en régie-immobilisations corporelles (C) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Immobilisations corporelles - Solde (D) | 10 890 721 | 11 188 599 | 13 066 822 | 13 210 652 | 13 557 927 |
| **Solde des immo en cours/Dépenses d'équipement de l'année (y c. tvx en régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,84** | **1,28** |
| **Flux des immo en cours/Solde des immo en cours [(B) / (A)]** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1,00** | **0,53** |
| ***Solde des immo en cours/Solde des immo corporelles [(A) / (D)]*** | ***0,0 %*** | ***0,0 %*** | ***0,0 %*** | ***6,5 %*** | ***13,3 %*** |
| ***Travaux en régie de l'exercice / immobilisations corporelles en cours - Flux [(C)/(B)]*** | ***0,0 %*** | ***0,0 %*** | ***0,0 %*** | ***0,0 %*** | ***0,0 %*** |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Le premier ratio qui rapporte le solde des immobilisations en cours sur les dépenses d'équipement de l'année demeure sur toute la période en permanence inférieur à une année sauf en 2021 où il est de 1,28 année. Le dernier ratio qui rapporte le solde des immobilisations en cours sur le solde des immobilisations corporelles est aussi élevé que sur 2021. Ce même constat peut être fait sur les budgets annexes « Espace Laprade », « maison de santé pluridisciplinaire » et « Ehpad » où les ratios sont élevés. Ces ratios reflètent un trop long étalement des délais de réalisation des travaux ou bien le maintien à tort d'éléments d'actifs livrés au compte 23.

L'instruction budgétaire et comptable M14 prévoit que le traitement des immobilisations en cours est de la responsabilité conjointe de l'ordonnateur et du comptable, le premier autorisant le transfert au compte d'imputation définitive et le second enregistrant dans ses seules écritures ce transfert.

La chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine constate que les intégrations au compte 21 n'ont pas été faites dans l'année, en 2021, et donc ne rendent pas compte réellement de l'achèvement des immobilisations, ce qui conduit potentiellement à retarder leur amortissement dans la mesure où elles sont soumises à cette obligation. Le compte 23 « immobilisations en cours » doit donc être apuré des sommes à imputer au compte 21.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# 5 LA SITUATION FINANCIÈRE

Au cours de la période contrôlée, les activités de la CCVO ont été retracées dans un budget principal et huit budgets annexes. Trois sont des budgets annexes de service public à caractère industriel et commercial (SPIC) : espace Laprade, assainissement non collectif (SPANC) et atelier relais Hydrométal, régis par l'instruction M4 et cinq sont des budgets annexes de service public administratif (SPA) : réhabilitation de l'abattoir, Ehpad, ZAE des Fours à Chaux, construction centre allotement et maison de santé pluridisciplinaire, régis par l'instruction M14.

**Tableau n° 10 : liste des budgets de la CCVO**

| *Libellé budget* | Nomenclature | Recettes de fonctionnement | | Observation |
|---|---|---|---|---|
| | | 2021 (en €) | % | |
| *Budget principal* | M14 | 9 573 763 | 94,92 % | |
| *Budget annexe SPANC* | M49 | 25 189 | 0,25 % | |
| *Budget annexe atelier relais Hydrométal* | M4 | 56 517 | 0,56 % | |
| *Budget annexe construction centre allotement* | M14 | 23 190 | 0,23 % | |
| *Budget annexe réhabilitation de l'abattoir* | M14 | 58 465 | 0,58 % | |
| *Budget annexe ThyssenKrupp* | M4 | 45 052 | 0,45 % | Renommé budget annexe Espace Laprade en 2022 |
| *Budget annexe ZAE des Fours à Chaux* | M14 | 304 005 | 3,01 % | |
| *Budget annexe Maison de santé pluridisciplinaire* | M14 | 0 | 0,00 % | |
| *Budget annexe Ehpad* | M14 | 0 | 0,00 % | |
| | **Somme totale :** | **10 086 181** | **100,00 %** | |
| | **Somme M14 :** | **9 959 422** | **98,74 %** | |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

En 2021, le budget de fonctionnement agrégé[20] de la CCVO s'élève à 10,09 M€. Les budgets relevant de la nomenclature M14[21] représente 98,7 % des recettes de fonctionnement agrégées et ceux relevant de la nomenclature M4[22], 1,3 %.

[20] Budget principal et budgets annexes.
[21] Arrêté du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif.
[22] Arrêté du 9 décembre 2021 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.4 applicable aux services publics industriels et commerciaux.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

## 5.1 L'analyse financière consolidée

Entre 2017 et 2021, les résultats – tous budget confondus – se présentent comme suit :

**Tableau n° 11 : les principaux indicateurs de gestion consolidés – en euros**

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Variation moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *CAF brute consolidée* | 761 011 | 823 897 | 800 805 | 727 878 | 1 378 314 | *16,0 %* |
| *CAF nette consolidée* | 492 093 | 505 295 | 423 901 | 355 072 | 574 054 | *3,9 %* |
| *Encours de la dette consolidée* | 3 292 070 | 3 875 307 | 4 877 436 | 6 847 733 | 6 737 719 | *19,6 %* |
| *Capacité de désendettement en années* | 4,33 | 4,7 | 6,09 | 9,41 | 4,89 | |
| *Taux apparent de la dette consolidée* | 2,8 % | 2,3 % | 2,1 % | 1,3 % | 1,4 % | |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

La capacité d'autofinancement (CAF) brute consolidée évolue favorablement jusqu'en 2018. En 2019 et 2020, elle se dégrade (- 12 %) en raison de la baisse de celle des budgets relevant de la nomenclature M14. Toutefois, cette capacité d'autofinancement dépasse son niveau de 2018 sur l'exercice 2021. Sur la période 2017-2021, l'autofinancement était bien supérieur à celui de l'annuité en capital de la dette, ce qui est confortable.

L'encours de la dette augmente de plus de 19 % et a quasiment doublé sur la période mais la capacité de désendettement est favorable (4,89 années en 2021).

La CCVO a sollicité un accompagnement auprès d'un cabinet d'études présenté au conseil communautaire du 14 décembre 2021. Il visait à :

- réaliser une étude budgétaire prospective 2021-2030, à partir d'une photographie de la situation 2019-2021 ;
- identifier les projets et les marges de manœuvre de la CCVO, notamment en établissant un plan pluriannuel d'investissement (PPI) et en intégrant les leviers d'optimisation en dépenses et en recettes de fonctionnement.

S'agissant de la partie rétrospective précédent l'étude prospective, le bilan a plutôt conclu à une situation favorable[23].

[23] Il a été relevé que le taux d'épargne brute se situe aux alentours des 8 %, taux qui correspond au seuil d'alerte. La capacité de désendettement se situait à un niveau tout à fait correct de quatre années d'épargne brute (le seuil d'alerte étant de 10 années). Il a été considéré que l'endettement de la collectivité est modéré et n'obère son avenir. En trois années, la collectivité a investi 3,5 M€ soit une moyenne de près de 1,2 M€ qui se répartissent en 1 083 k€ pour les investissements directs et 108 k€ pour les dotations en investissement. Pour financer ces investissements, la collectivité a eu recours à de nouveaux emprunts sur la période à hauteur de 1,3 M€, représentant 36 % de l'investissement. Des éléments de comparaison avec la communauté de communes du Haut-Béarn (CCHB) sont apportés. En 2019, la CAF de la CCVO ramenée à l'habitant est presque deux fois supérieure à celle de la CCHB. La capacité de désendettement de la CCVO est meilleure que celle de la CCHB.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Un cadre pour l'étude prospective 2021-2030 a été dressé permettant d'envisager deux scénarios, l'un sans recours au levier fiscal et l'autre avec.

- dans le premier scénario, la capacité de désendettement progresse nettement entre 2021 et 2022 avant de s'orienter à la baisse (valeur 2021 : 4,4 années, valeur 2030 : 7,4 années, seuil d'alerte 10-12 ans). Le taux d'épargne brute diminue à 4 % en 2022 (pour un seuil d'alerte situé à 8 %) avant de se redresser tout au long de la période d'étude, sans pour autant retrouver un niveau « correct » (10 %).
- le scénario intégrant un recours au levier fiscal permet d'atteindre une capacité de désendettement qui augmente nettement entre 2021 et 2022 avant de diminuer (valeur 2021 : 4,4 années, valeur 2030 : 3,9 années, seuil d'alerte 10-12 ans). Le taux d'épargne brute diminue à 4 % en 2022 (pour un seuil d'alerte situé à 8 %) avant de se redresser tout au long de la période d'étude, et retrouver un niveau « correct » (10 %) en 2029 et 2030.

La chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine constate la nécessité d'actualiser la prospective qui a été réalisée sur une période atypique (2019–2021).

## 5.2 L'analyse financière du budget principal

### 5.2.1 L'évolution et la constitution de l'épargne : une situation satisfaisante

Le tableau ci-après rend compte de l'évolution de l'excédent brut de fonctionnement[24] (EBF) sur la période 2017-2021.

**Tableau n° 12 : évolution de l'excédent brut de fonctionnement entre 2017 et 2021 – en euros**

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | *Variation annuelle moyenne* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *Produits de gestion* | 4 484 791 | 4 842 282 | 4 957 522 | 5 040 248 | 5 749 259 | *6,41 %* |
| *Charges de gestion* | 3 836 737 | 4 091 703 | 4 217 282 | 4 425 726 | 4 483 070 | *3,97 %* |
| *Excédent brut de fonctionnement* | 648 055 | 750 579 | 740 240 | 614 522 | 1 266 189 | *18,23 %* |
| *en % des produits de gestion* | *14,45 %* | *15,50 %* | *14,93 %* | *12,19 %* | *22,02 %* | |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Sur la période 2017 à 2021, la communauté de communes a dégagé un EBF correspondant, en moyenne, à près de 16 % des produits de gestion. L'évolution des charges et des produits permet de maintenir l'EBF à un niveau élevé. Sauf en 2021 où les produits de gestion augmentent de 14 % par rapport à 2020, essentiellement dû aux attributions de péréquation et de compensation qui augmentent de 178 %. Cette situation s'explique par la progression des

[24] L'excédent brut de fonctionnement est la différence entre les produits de gestion et les charges de gestion. Il permet d'apprécier le premier niveau d'équilibre financier de la commune, avant la prise en compte de l'incidence de la dette (charges des intérêts d'emprunts notamment).

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

allocations compensatrices de cotisation foncière des entreprises[25] (CFE) qui sont passées de 0,03 M€ en 2020 à 1,04 M€ en 2021, dont 1 M€ d'allocations CFE pour l'abattement de 50 % des valeurs locatives des établissements industriels.

Les ressources d'exploitation sont également en progression sur la période (variation annuelle moyenne de 2,5 %) sous l'effet des prestations de services. On note cependant une baisse importante en 2020 (- 24 %) à la suite de la crise sanitaire avec un retour à un niveau d'avant crise, en 2021.

L'augmentation des charges de gestion entre 2017 et 2021 (variation annuelle moyenne de 4 %) résulte principalement de la progression des dépenses relatives aux subventions de fonctionnement aux établissements publics rattachés et les dépenses de personnel, respectivement de 8,3 % et 5,1 %. S'agissant des subventions de fonctionnement, le pic a été atteint en 2020, parallèlement à la crise sanitaire, par des versements à hauteur de 294 860 € dont 180 000 € à l'office du tourisme, 100 000 € à la régie d'Artouste et 14 860 € de subvention d'équilibre à l'abattoir.

La capacité d'autofinancement (CAF) de la communauté de communes suit globalement l'évolution de EBF :

**Tableau n° 13 : évolution de la capacité d'autofinancement du budget principal – en euros**

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Variation annuelle moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Excédent brut de fonctionnement*** | **648 055** | **750 579** | **740 240** | **614 522** | **1 266 189** | **18,2 %** |
| *en % des produits de gestion* | 14,5 % | 15,5 % | 14,9 % | 12,2 % | 22,0 % | |
| *+/- Résultat financier* | - 49 849 | - 50 354 | - 47 334 | - 50 368 | - 43 451 | -3,4 % |
| *+/- Solde des opérations d'aménagements de terrains (ou +/- values de cession de stocks)* | 0 | 0 | -3 564 | -1 728 | -1 080 | |
| *+/- Autres produits et charges exceptionnels réels* | 43 358 | -12 953 | 18 121 | 68 371 | 4 947 | -41,9 % |
| ***= CAF brute*** | **641 564** | **687 272** | **707 463** | **630 797** | **1 226 605** | **17,6 %** |
| *en % des produits de gestion* | 14,3 % | 14,2 % | 14,3 % | 12,5 % | 21,3 % | |
| *- Annuité en capital de la dette* | 182 776 | 218 394 | 250 795 | 242 863 | 271 792 | *10,4 %* |
| ***= CAF nette ou disponible*** | **458 789** | **468 879** | **456 667** | **387 935** | **954 813** | ***20,1 %*** |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Sur la période, la CAF brute augmente de 17,6 % (soit + 0,6 M€) pour atteindre 1,2 M€ en 2021 et représente 21 % des produits de gestion.

[25] Impôt direct perçu à partir de 2011 exclusivement au profit des communes et des EPCI. Elle est due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale qui exercent en France, à titre habituel, une activité professionnelle non salariée. À partir de 2021, les bases de CFE des communes et groupement à fiscalité propre (GFP) prennent en compte la réduction de 50 % des valeurs locatives des établissements industriels ; ce qui réduit les bases de CFE et donc le produit de CFE perçu par les collectivités. Toutefois, est institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser aux communes et GFP les pertes de recettes résultant de cette disposition. Celui-ci se traduit par le versement d'une allocation compensatrice dédiée au profit des communes et GFP concernés.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Bien que l'annuité en capital de la dette soit en augmentation (variation annuelle moyenne de 10,4 %), la CCVO dispose tout de même d'une CAF nette satisfaisante, contribuant au financement de sa politique d'investissement.

### 5.2.2 La situation bilancielle

La mesure de l'équilibre financier s'apprécie à travers trois ratios caractéristiques du bilan : le fonds de roulement[26], le besoin en fonds de roulement[27] et la trésorerie.

**Tableau n° 14 : l'équilibre bilantiel entre 2017 et 2021 – au 31 décembre – en euros**

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Var. annuelle moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *Fonds de roulement net global* | 498 926 | 937 676 | 167 696 | 545 513 | 1 329 485 | *27,76 %* |
| *- Besoin en fonds de roulement global* | 235 856 | 257 344 | 97 157 | -1 431 167 | 669 805 | *29,82 %* |
| en nombre de jours de charges courantes | *21,27* | *21,99* | *9,48* | *13,09* | *21,07* | |
| ***=Trésorerie nette*** | **263 078** | **680 332** | **70 539** | **1 976 680** | **659 681** | *25,84 %* |
| en nombre de jours de charges courantes | *24,71* | *59,95* | *6,04* | *161,19* | *53,19* | |
| Dont trésorerie active | 611 071 | 680 332 | 220 539 | 2 326 680 | 659 681 | 1,9 % |
| Dont trésorerie passive | 348 000 | 0 | 150 000 | 350 000 | 0 | -100,0 % |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Le fonds de roulement est positif sur toute la période sous revue, mais très variable. En effet il atteint 0,5 M€ en 2017, 0,2 M€ en 2019 et 1,3 M€ en 2021. En 2021, les ressources stables ont progressé plus vite (+ 16 %) que les emplois immobilisés (+ 11 %) générant un accroissement du fonds de roulement. Exprimé en nombre de jours de charges courantes, le fonds de roulement est de 59 jours en moyenne dépassant significativement le seuil de risque de 30 jours.

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est positif sur toute la période, sauf en 2020. Ceci s'explique par l'incidence des comptes de rattachement avec les budget annexes (maison de santé pluridisciplinaire, Ehpad).

La CCVO a bénéficié d'une ligne de trésorerie en 2017, 2019 et 2020. La trésorerie nette de la communauté de communes a donc fluctué sur toute la période, pour atteindre 0,66 M€, fin 2021, soit l'équivalent d'un mois et demi de charges courantes.

Au cours de la période, l'encours de la dette a augmenté de 11 %. Il s'élève à 3,2 M€ au 31 décembre 2021.

[26] Le fonds de roulement correspond à l'excédent des ressources stables sur les emplois stables du bilan. Il s'apparente à une réserve qui permet de couvrir le décalage entre encaissement de recettes et paiement de dépenses.

[27] Le besoin en fonds de roulement trouve son origine dans le décalage entre encaissement des recettes (créances à court terme) et paiement de dépenses (dettes à court terme). Un BFR négatif constitue une ressource : les sommes non encore décaissées sont supérieures aux sommes non encore encaissées.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

**Tableau n° 15 : évolution de l'encours de la dette- en euros**

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Var. annuelle moyenne |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *Encours de dettes du BP au 1er janvier* | 1 713 622 | 2 112 154 | 2 127 068 | 2 729 581 | 2 680 026 | 11,8 % |
| *- Annuité en capital de la dette (hors remboursement temporaires d'emprunt)* | 182 776 | 218 394 | 250 795 | 242 863 | 271 792 | 10,4 % |
| *- Var. des autres dettes non financières (hors remboursements temporaires d'emprunts)* | 6 692 | 6 692 | 6 692 | 6 692 | 0 | -100,0 % |
| *+ Nouveaux emprunts* | 588 000 | 240 000 | 860 000 | 200 000 | 785 000 | 7,5 % |
| ***= Encours de dette du BP au 31 décembre*** | **2 112 154** | **2 127 068** | **2 729 581** | **2 680 026** | **3 193 235** | **10,9 %** |
| *- Trésorerie nette hors comptes de rattachement avec les BA, le CCAS et la caisse des écoles* | 263 071 | 680 332 | 70 539 | 371 638 | 993 267 | 39,4 % |
| *= Encours de dette du BP net de la trésorerie hors compte de rattachement BA* | 1 849 083 | 1 446 736 | 2 659 042 | 2 308 389 | 2 199 967 | 4,4 % |
| ***Capacité de désendettement BP en années (dette / CAF brute du BP)*** | **3,3** | **3,1** | **3,9** | **4,3** | **2,6** | |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Le niveau élevé de la CAF brute notamment en 2021 influe positivement sur celui de la capacité de désendettement pour atteindre 2,6 années. Ce ratio de 2,6 ans signifie qu'il suffirait de deux années et demi d'épargne brute à la communauté de communes pour rembourser sa dette, toutes choses égales par ailleurs.

## 5.3 La politique d'investissement

### 5.3.1 Le cadre général de la politique d'investissement : mobilisation des subventions, autorisations de programme, plan pluriannuel d'investissement

La CCVO a réalisé 10,3 M€ (8,5 M€ sur les SPA et 1,8 M€ sur les SPIC) de dépenses d'équipement, entre 2017 et 2021. Sur le budget principal, la CCVO réalise un programme d'investissement à hauteur de 5,5 M€, correspondant à une dépense annuelle de 1,1 M€, soit 111 €/habitant. Après une réduction de son niveau d'investissement en 2018, elle a augmenté son rythme d'investissement, entre 2019 et 2021, à hauteur de 1,9 M€ en 2019 et 1,4 M€ en 2021. S'agissant de l'exercice 2019, cette augmentation des dépenses est essentiellement liée à son nouveau siège (0,95 M€), aux travaux post-crue (0,28 M€), à l'école de musique (0,27 M€).

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

**Tableau n° 16 : évolution du financement des investissements – en euros**

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | Cumul sur les années |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***CAF brute*** | **641 564** | **687 272** | **707 463** | **630 797** | **1 226 605** | 3 893 701 |
| *- Annuité en capital de la dette* | 182 776 | 218 394 | 250 795 | 242 863 | 271 792 | *1 166 619* |
| ***= CAF nette ou disponible (C)*** | **458 789** | **468 879** | **456 667** | **387 935** | **954 813** | *2 727 083* |
| *+ Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)* | 92 307 | 98 349 | 113 267 | 307 931 | 216 941 | *828 795* |
| *+ Subventions d'investissement reçues* | 243 191 | 29 923 | 153 897 | 397 138 | 437 208 | *1 261 358* |
| *+ Produits de cession* | - | - | - | - | 77 895 | *77 895* |
| *+ Autres recettes* | - | 32 900 | - | 13 619 | - | *46 519* |
| ***= Recettes d'inv. hors emprunt (D)*** | **335 498** | **161 172** | **267 164** | **718 688** | **732 044** | *2 214 567* |
| ***= Financement propre disponible (C+D)*** | **794 287** | **630 051** | **723 832** | **1 106 623** | **1 686 857** | *4 941 650* |
| *Financement propre dispo / Dépenses d'équipement (y c. tvx en régie)* | *93,20 %* | *179,90 %* | *37,74 %* | *109,19 %* | *119,31 %* | |
| *- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)* | 852 215 | 350 220 | 1 918 031 | 1 013 487 | 1 413 858 | *5 547 810* |
| *- Subventions d'équipement (y compris subventions en nature)* | - | 95 858 | 100 000 | 129 142 | 25 000 | *350 000* |
| *- Participations et inv. financiers nets* | 54 800 | - 21 470 | 329 089 | - 220 514 | 249 027 | *390 933* |
| *+/- Variation autres dettes et cautionnements* | 6 692 | 6 692 | 6 692 | 6 692 | - | *26 768* |
| ***= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre*** | **- 119 420** | **198 750** | **- 1 629 980** | **177 817** | **- 1 027** | *- 1 373 861* |
| *Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement)* | 588 000 | 240 000 | 860 000 | 200 000 | 785 000 | *2 673 000* |
| *Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global* | 468 580 | 438 750 | - 769 980 | 377 817 | 783 973 | *1 299 139* |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Cumulées aux subventions d'équipement, les dépenses d'équipement atteignent un montant cumulé de 5,9 M€. Le financement propre disponible couvre en moyenne 84 % des dépenses d'équipement. En cumul sur la période 2017-2021, la CCVO se trouve en situation de besoin de financement pour 1,4 M€, financé entièrement par le recours à l'emprunt, lequel représente un montant cumulé de 2,7 M€.

Une opération d'ampleur est actuellement menée : le projet de l'Ehpad pour 7,6 M€ TTC (cf. point suivant).

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

**Tableau n° 17 : financement des projets d'investissement de 2017 à 2022 – en euros et en %**

| *Projets* | Date de démarrage des travaux | Coût estimatif HT | Subventions | % à financer par la CCVO |
|---|---|---|---|---|
| *Siège de la CCVO* | 26/02/2019 | 983 946,39 | 178 180,00 | 81,89 |
| *Voie verte* | 04/06/2020 | 1 231 753,25 | 826 795,35 | 32,88 |
| *Centre d'art et culture-LE PREAU* | 29/03/2019 | 454 116,40 | 238 619,00 | 47,45 |
| *Maison de Santé Pluriprofessionnelle* | 04/12/2020 | 3 402 635,48 | 1 500 000,00 | 55,92 |
| *ZAE des Fours à Chaux à ARUDY* | 02/09/2019 | 242 200,68 | 85 949,82 | 64,51 |
| *Achat de colonnes et conteneurs* | 24/07/2018 | 97 793,33 | - | 100,00 |
| *et mise en place colonnes semi-enterrées* | 10/07/2018 | 30 400,00 | - | 100,00 |
| *Plateforme pour bois et végétaux* | 05/09/2018 | 90 950,10 | - | 100,00 |
| *Travaux post crues 2018* | 12/07/2018 | 229 724,45 | 130 020,00 | 43,40 |
| *Transformation de l'ancien pôle industriel LAPRADE* | 09/08/2018 | 1 470 985,71 | 697 980,20 | 52,55 |
| *Travaux rivières 2020* | 16/12/2019 | 314 264,54 | 253 032,25 | 19,48 |
| *ZAE du Touya à ARUDY* | 08/04/2020 | 55 914,11 | - | 100,00 |
| *ZAE Soupon à LARUNS* | 26/05/2021 | 46 717,07 | 11 978,85 | 74,36 |
| *Achat Pelle Mécanique* | 08/02/2021 | 147 920,00 | - | 100,00 |
| *Plan de développement Activités pleine nature* | 05/06/2021 | 267 852,00 | 80 856,00 | 69,81 |
| *Maison des Services au Public* | 05/06/2021 | 728 673,88 | 467 856,00 | 29,55 |
| *Ehpad de la Vallée-d'Ossau* | | 7 610 769,00 | 2 016 000,00 | 73,51 |
| *Travaux rivières 2021* | | 197 002,83 | 186 433,00 | 5,37 |
| *Acquisition tracteur* | 11/03/2022 | 119 483,33 | 165 011,00 | 81,63 |
| *Acquisition camion OM* | 11/03/2022 | 341 632,50 | | |
| *Travaux + études 2022* | | 437 037,05 | | |
| *Le Préau-salle pluri-artistique* | | 464 411,00 | | 100,00 |

*Source : CCVO*

Le tableau précédent montre que la CCVO saisit toutes les opportunités de cofinancement et sait mobiliser des financements importants auprès des autres entités publiques.

Par ailleurs, en 2021, un plan pluriannuel d'investissement (PPI) a été réalisé par un cabinet externe à la demande de la CCVO et présenté en conseil communautaire en décembre 2021. Ce document couvre une période de cinq ans, regroupe les investissements inscrits au budget principal (tourisme, culture, ordures ménagères, SCoT, mobilités, etc.) et l'ensemble des interventions relatives à la création, la rénovation et l'entretien des équipements. Ce document prévoit un programme d'investissement d'un montant total de 6,5 M€ sur la période 2022 à 2026 dont 1,8 M€ de subventions à percevoir. Toutefois, le PPI ne mentionne pas les coûts de fonctionnement associés.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

**Recommandation n° 8.** : intégrer les coûts de fonctionnement prévisionnels de chaque investissement dans l'actuel plan pluriannuel d'investissement à chaque opération majeure du budget principal et des budgets annexes, pour présentation à l'assemblée délibérante.

### 5.3.2 Les projets d'investissement des budgets annexes

#### 5.3.2.1 Le budget annexe « Ehpad » : projet de construction d'un Ehpad

En 2014, le département des Pyrénées-Atlantiques et l'agence régionale de santé ont indiqué à la CCVO que le maintien des places en maison de retraite (Ehpad) sur son territoire était conditionné à leur regroupement sur un seul site. Depuis, les deux associations gestionnaires ont été mutualisées et un terrain pour accueillir la future structure a été choisi.

La reconstruction des deux Ehpad de la Vallée d'Ossau se fera à Louvie-Juzon. Il comptera 64 lits (62 places d'Ehpad et deux places d'accueil temporaire). Ce projet sera porté par l'association Ehpad de la Vallée d'Ossau et accompagné par la CCVO.

Le 29 septembre 2020, le conseil communautaire a voté une motion plaidant notamment pour la création de 32 places supplémentaires sur le site actuel de l'Ehpad de Laruns, qui permettrait d'augmenter le faible taux d'équipement de la CCVO et de maintenir une offre de proximité sur la haute vallée d'Ossau dans un établissement existant offrant un accueil de qualité.

Le budget prévisionnel pour la construction de l'Ehpad est estimé à 9,1 M€ TTC avec un objectif de subventionnement à hauteur de plus de 26 %. Le démarrage des travaux est prévu pour 2023 avec une mise en service début 2025.

Le budget annexe de l'Ehpad a été créé en 2020. Il est peu significatif en fonctionnement mais il est à noter des dépenses d'équipement cumulés de l'ordre de 296 000 €. Ces dépenses ont été autofinancées à hauteur de 16 % par le financement propre disponible provenant exclusivement de la perception du fonds de compensation de la TVA. Le besoin résiduel de financement cumulé de 247 812 € a été couvert par la mobilisation du fonds de roulement net global. Aucun emprunt n'a été souscrit à ce jour. Ainsi, le compte de liaison est créditeur fin 2021 de 247 812 € ce qui induit que seul le budget principal supporte la charge de ce budget.

#### 5.3.2.2 Les projets de mise en place d'un FabLab et d'une recyclerie portés par des associations

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la communauté de communes accompagne les entreprises du territoire dans leurs divers projets, notamment la recherche de solutions immobilières et foncières pour installer, maintenir et développer leurs entreprises sur le territoire.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

À la suite d'une enquête auprès de la population, l'association du Sismographe s'est rapprochée de la CCVO pour installer diverses activités dans un local de 200 m², à savoir : un atelier de 20 à 30 m² pour deux artistes du territoire, un espace dédié aux activités du FabLab[28], un plateau-studio pour pouvoir répéter et produire des spectacles musicaux et un laboratoire photo de 10 m². Dans le même temps, la CCVO a été contactée par l'association RESO[29] qui recherchait également un local de 200 m².

Par ailleurs, la collectivité a mis en place un partenariat avec cette dernière association, dans le cadre du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA), afin de réduire les déchets en déchetterie. Ainsi, un conteneur sera installé au sein de la déchetterie de Louvie-Juzon pour recueillir les déchets valorisables destinés à la recyclerie.

La CCVO a répondu favorablement à ces deux demandes complémentaires et innovantes pour le territoire et s'est engagée à réaliser les travaux nécessaires à l'accueil des activités de ces deux associations.

L'accompagnement de ces nouvelles activités au sein du pôle d'activités devra permettre de créer des synergies entre les deux associations mais également avec le tissu économique local : services aux entreprises avec le FabLab (laboratoire photo, conception, etc.), développement des activités culturelles avec le plateau, création de décors artistiques (synergies entre le FabLab, la recyclerie et le plateau), revalorisation de déchets grâce aux outils du FabLab, développement de l'économie circulaire avec les entreprises du territoire, outils de communication mutualisés avec le laboratoire photo, etc.

Au regard des orientations convergentes des deux acteurs (réduction des déchets et développement local de l'économie sociale et solidaire), la CCVO a jugé pertinent de solliciter différents partenaires potentiels (Leader Haut Béarn[30] et la région) pour financer ces projets. La délibération de septembre 2022 a approuvé le budget prévisionnel des projets à financer, afin de pouvoir répondre aux attentes des financeurs dans le cadre de dossiers de demandes de subventions.

---

[28] Atelier mettant à la disposition du public des outils de fabrication d'objets assistée par ordinateur.

[29] Il est précisé que l'association RESO déclarée en juillet 2021 et porteuse de la recyclerie n'a jamais sollicité ni reçu en conséquence de subvention d'investissement et de fonctionnement de l'EPCI. Son action s'inscrivant dans les actions du PDLPMA, les élus ont souhaité pouvoir accompagner leur recherche de locaux en proposant un bail à cette association au niveau de locaux disponibles au sein de l'espace Laprade.

[30] Le leader Haut-Béarn soutient les CT dans le financement de projets d'investissement et/ou de fonctionnement (Ingénierie, Etudes, Animation, Formation etc.) avec des financements européen...

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

**Tableau n° 18 : plan de financement prévisionnel – en euros**

| *Dépenses HT* | | *Recettes* | | |
|---|---|---|---|---|
| *Travaux de cloisonnement et isolation phonique pour les espaces FabLab et plateau studio (sismographe)* | *39 028* | *LEADER Haut Béarn* | *70 111,20* | *60 %* |
| *Travaux d'électrification des deux lots (sismographe et recyclerie)* | *25 800* | *Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine (Pôle Datar)* | *23 370,40* | *20 %* |
| *Travaux de plomberie et sanitaire* | *3 600* | *Autofinancement CCVO* | *23 370,40* | *20 %* |
| *Travaux pose sols* | *4 000* | | | |
| *Travaux mezzanine* | *10 000* | | | |
| *Mobiliers divers* | *1 000* | | | |
| *Achats équipements divers* | *33 424* | | | |
| *TOTAL* | *116 852* | *TOTAL* | *116 852* | *100 %* |

*Source : CCVO*

Pour la mise en place d'un FabLab et d'une recyclerie au sein du pôle d'activité Laprade, la collectivité portera les investissements liés aux travaux, estimés à 116 852 € et subventionnés à hauteur de 80 %. Le plan de financement a été réactualisé par la suite.

La relation entre l'EPCI et les associations se formalisera dans le cadre d'un contrat de bail d'occupation sous un régime de tarification défini par le conseil communautaire, aucune des deux associations n'ayant à ce jour reçu de subventions de fonctionnement.

Chacun des projets fera, selon la réponse de l'exécutif, une fois le plan de financement stabilisé (subventions acquises), l'objet d'une présentation détaillée en conseil communautaire en 2023, parallèlement à la signature des contrats de bail

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# ANNEXES

Annexe n° 1. Liste des compétences de la CCVO au 1er janvier 2022 .....40
Annexe n° 2. Fonds de concours versés par la CCVO de 2017 à 2020 .....43
Annexe n° 3. Comparaison de l'état de l'actif du budget principal et des balances de sortie du compte de gestion pour l'année 2020 (comptes 20, 21 et 28).....45
Annexe n° 4. Budget annexe « Espace Laprade ».....46
Annexe n° 5. Budget annexe maison de santé pluridisciplinaire .....48
Annexe n° 6. Budget annexe SPANC .....50
Annexe n° 7. Budget annexe ZAE des Fours à Chaux.....52
Annexe n° 8. Budget annexe Atelier relais .....53
Annexe n° 9. Budget annexe centre allotement .....54

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# Annexe n° 1. Liste des compétences de la CCVO au 1er janvier 2022

| | |
|---|---|
| | **LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA VALLÉE-D'OSSAU EXERCE EN LIEU ET PLACE DES COMMUNES MEMBRES LES COMPÉTENCES OBLIGATOIRES SUIVANTES** |
| **COMPETENCES OBLIGATOIRES** | **1- En matière d'aménagement de l'espace communautaire**<br>-Élaboration, approbation, suivi, modification et révision du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) :<br>-Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,<br>**2- En matière de développement économique**<br>Mise en œuvre d'actions d'organisation générale de l'animation touristique dans la Vallée visant à valoriser l'action des offices de tourisme (plan de communication vallée, mise en place d'actions de formation professionnelle, mise en place d'un observatoire du tourisme en Ossau),<br>Mise en œuvre et gestion des actions, des projets et infrastructures touristiques liés au pôle touristique pyrénéen,<br>Assistance technique relative aux projets de développement touristique,<br>Aménagement, entretien et promotion du schéma de plan de randonnées de la Vallée d'Ossau,<br>Étude et conduite de projets d'équipements touristiques nouveaux d'intérêt communautaire,<br>Création, aménagement et gestion de l'abattoir d'Ossau,<br>**3- En matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations**<br>Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement :<br>• Aménagement du bassin hydrographique du gave d'Ossau,<br>• Entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau d'intérêt communautaire, définis dans un plan de gestion pluriannuel,<br>• Défense contre les inondations,<br>• Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines,<br>• Animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique,<br>• Aménagement du bassin hydrographique du gave d'Ossau.<br>**4- En matière d'accueil des gens du voyage**<br>Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.<br>**5- En matière de gestion des déchets**<br>Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés. |
| | **LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA VALLÉE-D'OSSAU EXERCE EN LIEU ET PLACE DES COMMUNES MEMBRES LES COMPÉTENCES OPTIONNELLES SUIVANTES** |

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

| | |
|---|---|
| **COMPETENCES OPTIONNELLES** | **<u>1-En matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie</u>**<br>Aménagement et gestion de l'espace naturel du Lac de Castet,<br>Animation de la plateforme de rénovation énergétique de l'habitat (PREH).<br>**<u>2-En matière culturelle et sportive</u>**<br>Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire (centre d'art et de culture de la Vallée d'Ossau) et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire.<br>**<u>3-En matière de politique du logement et du cadre de vie</u>**<br>Réhabilitation de l'habitat ancien : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH),<br>Politique du logement social d'intérêt communautaire et actions en faveur du logement des personnes défavorisées.<br>**<u>4-En matière de d'action sociale d'intérêt communautaire</u>**<br>Gestion des établissements d'hébergement pour personnes âgées (Ehpad) ainsi que la gestion et création des nouveaux services à vocation intercommunale à destination des personnes âgées ou en situation de handicap,<br>Création et gestion d'un centre intercommunal d'action sociale ayant pour missions la gestion d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) et le développement de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap,<br>Gestion d'un service de portage de repas en liaison froide en faveur des personnes âgées, des personnes en situation de handicap ou des personnes présentant des difficultés temporaires,<br>Gestion d'un service de transport à la demande dans le cadre de la délégation de compétence de la Région Nouvelle-Aquitaine,<br>Création et gestion de structures multi-accueil,<br>Création et gestion d'un réseau d'assistants maternels,<br>Gestion de l'accueil de loisirs sans hébergement pour les enfants de 3 à 17 ans,<br>Soutien à des associations à vocation sociale d'intérêt communautaire,<br>Aide financière à l'association Mission locale de Mourenx pour l'appui et l'accompagnement à l'insertion professionnelle,<br>Aide à l'investissement à l'association Banque alimentaire Béarn et Soule pour un projet de nouveaux locaux.<br>**<u>5-Maison de services</u>**<br>Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. |

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

| | |
|---|---|
| **COMPETENCES FACULTATIVES** | **1- En matière d'assainissement**<br>Assainissement non collectif.<br>**2-En matière d'action culturelle**<br>Coordination de la lecture publique en vallée d'Ossau,<br>Mise en œuvre et gestion du label Pays d'Art et d'Histoire Pyrénées Béarnaises en collaboration avec la communauté de communes du Haut-Béarn,<br>Enseignement artistique à vocation intercommunale,<br>Animation culturelle et organisation de manifestations à l'échelle communautaire.<br>**3-En matière de politique locale de santé**<br>Animation d'une politique de santé sur le territoire de la vallée d'Ossau,<br>Participation à l'élaboration, la mise en œuvre et au suivi du contrat local de santé,<br>Création et gestion de maisons de santé pluridisciplinaires à maîtrise d'ouvrage publique.<br>**4-En matière d'études**<br>Études d'intérêts communautaire.<br>**5-Prestation de services**<br>La communauté de communes de la Vallée-d'Ossau peut intervenir ponctuellement par convention pour les communes membres ou les collectivités ou établissements publics non adhérents dans le cadre de ses compétences pour les prestations suivantes :<br>- Application du droit des sols : instruction des dossiers. Il est à noter que cette prestation est confiée à la DDE ou à d'autres organismes compétents pour les communes qui le souhaitent (selon l'application de l'article L. 412.2.6 du code de l'urbanisme),<br>- Apport ponctuel technique aux communes pour l'administration, l'animation et la communication.<br><br>**6-En matière de télévision et TIC**<br>Gestion patrimoniale de trois réémetteurs (« Bruges-Capbis I Mounicot », « Louvie-Juzon 1Pédéhourat » et « Graciette-Bruges II »),<br>Mise en œuvre et gestion des infrastructures et projets de développement liés aux technologies de l'information et de la communication,<br>Établissement et exploitation sur le territoire d'infrastructures et réseaux de communications électroniques (selon l'application de l'article L1425-1 du Code général des collectivités territoriales). |

*Source : CCVO*

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# Annexe n° 2. Fonds de concours versés par la CCVO de 2017 à 2020

| | Dossier reçu le | | Nature de l'opération | Montant des travaux HT | Part communale | | Montant accordé | Délibérat° CCVO acceptat° | Convention signée | Montant versé | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | N° | reçu le | | | Montant | % | | | | Date | N°mandat | Montant |
| ISESTE | 1 | 21/11/2016 | Accessibilité de la mairie | 170 459,77 € | 75 884,77 € | 45% | 25 000,00 € | 24/01/2017 | 10/05/2017 | 06/12/2018 | 2756 | 25 000,00 € |
| BILHERES | 2 | 13/07/2017 | Réfection toiture salle des fêtes | 25 056,02 € | 8 769,61 € | 35% | 8 769,51 € | 19/07/2017 | 11/10/2017 | 06/12/2018 | 2751 | 8 769,51 € |
| REBENACQ | 3 | 13/07/2017 | Restructurat° de l'école | 688 439,00 € | 274 673,05 € | 40% | 25 000,00 € | 19/07/2017 | | 09/10/2019 | 2527 | 25 000,00 € |
| LOUVIE-JUZON | 4 | 29/03/2017 | Aménagement places CAMPS, ORTEIG et Jean JAURES | 434 500,00 € | 180 775,00 € | 42% | 25 000,00 € | 19/07/2017 | 11/10/2017 | 09/10/2019 | 2526 | 25 000,00 € |
| SAINTE-COLOME | 5 | 22/02/2017 | Mise aux normes Salle pour Tous | 99 846,36 € | 25 000,02 € | 25% | 24 336,96 € | 19/07/2017 | 11/10/2017 | 06/12/2018 | 2755 | 25 000,00 € |
| BUZY | 6 | 18/09/2017 | Réhabilitation et extension de la mairie | 514 061,92 € | 186 138,32 € | 36% | 25 000,00 € | 10/04/2018 | 15/05/2018 | 06/12/2018 | 2753 | 25 000,00 € |
| SEVIGNACQ-MEYRACQ | 7 | 09/10/2017 | Réhabilitat° et extens° Salle des sports | 708 000,00 € | 141 600,00 € | 20% | 25 000,00 € | 10/04/2018 | | 15/04/2020 | 710 | 25 000,00 € |
| BILHERES | 8 | 26/01/2018 | Réfection du fronton | 24 645,75 € | 16 019,73 € | 65% | 5 528,00 € | 10/04/2018 | 15/05/2018 | 06/12/2018 | 2752 | 5 528,00 € |
| CASTET | 9 | 30/01/2018 | Etude pour raccordement assainissement au SIVU | 13 121,37 € | 6 560,68 € | 50% | 6 560,68 € | 10/04/2018 | 15/05/2018 | 06/12/2018 | 2754 | 6 560,68 € |
| ARUDY | 10 | 14/02/2018 | Installation ascenseur école primaire | 78 800,00 € | 27 580,00 € | 35% | 19 700,00 € | 15/04/2019 | | 30/11/2020 | 2718 | 19 700,00 € |
| | 10 | 14/02/2018 | Réfection toit du stade Jean Latapie | 31 155,00 € | 13 393,00 € | 43% | 5 300,00 € | 15/04/2019 | | 30/11/2020 | 2718 | 5 300,00 € |
| BIELLE | 11 | 15/02/2018 | Construction atelier communal | 176 125,89 € | 80 676,00 € | 46% | 25 000,00 € | 10/04/2018 | | 09/10/2019 | 2525 | 25 000,00 € |
| LOUVIE-SOUBIRON | 12 | 26/03/2019 | Aménagement du Quartier Courbés-Elargissement voirie | 53 330,00 € | 28 330,00 € | 53% | 25 000,00 € | 15/04/2019 | | 17/04/2020 | 715 | 25 000,00 € |

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

| | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BEOST | 13 | 25/06/2018 | Toiture et pose fenêtres de toit sur bâtiment communal situé place de l'Eglise | 115 000,00 € | 55 500,00 € | 48% | 25 000,00 € | 20/12/2018 | | 09/10/2019 | 2524 | 25 000,00 € |
| Aste-Béon | 14 | 14/02/2019 | Aménagement d'un bâtiment en 2 appartements et local technique | 472 248,00 € | 339 174,00 € | 72% | 25 000,00 € | 15/04/2019 | | | | |
| Laruns | 15 | 08/03/2019 | Création sanitaires sous les halles | 113 934,23 € | 88 934,23 € | 78% | 25 000,00 € | 15/04/2019 | | 15/04/2020 | 709 | 25 000,00 € |
| Bescat | 16 | 16/06/2019 | Rénovation du Foyer Rural | 90 520,00 € | 30 211,00 € | 33% | 25 000,00 € | 31/10/2019 | | 12/08/2021 | 1950 | 25 000,00 € |
| Castet | 17 | 16/05/2019 | Rénovation bâtiments communaux et travaux de voirie | 41 546,32 € | 23 107,00 € | 56% | 18 439,32 € | 31/10/2019 | | 30/11/2020 | 2722 | 18 439,32 € |
| Bilhères | 18 | 09/04/2019 | Travaux logements communaux | 8 656,85 € | 3 029,90 € | 35% | 3 029,90 € | 31/10/2019 | | 30/11/2020 | 2721 | 3 029,90 € |
| | 18 | 09/04/2019 | Rénovation mairie | 15 972,72 € | 7 566,77 € | 47% | 5 590,45 € | 31/10/2019 | | 30/11/2020 | 2719 | 5 590,45 € |
| Bilhères | 19 | 29/10/2019 | Aménagement accès station d'épuration | 15 691,88 € | 13 609,74 € | 87% | 2 082,14 € | 10/12/2019 | | 30/11/2020 | 2720 | 2 082,14 € |
| Lys | 20 | 19/02/2020 | Rénovation salle des fêtes | 69 598,00 € | 25 000,00 € | 35,92% | 25 000,00 € | 03/03/2020 | 10/09/2020 | 04/08/2022 | 2091 | 25 000,00 € |
| Gère-Bélesten | | | | | | | 25 000,00 € | | | | | |
| Eaux-Bonnes | | | | | | | 25 000,00 € | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |

| | |
|---|---|
| Montants versés en 2017 | - € |
| Montants versés en 2018 | 95 858,19 € |
| Montants versés en 2019 | 100 000,00 € |
| Montants versés en 2020 | 129 141,81 € |
| Montants versés en 2021 | 25 000,00 € |
| Montants versés en 2022 | 25 000,00 € |

| | |
|---|---|
| Montant total | 375 000,00 € |

*Source : CCVO*

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# Annexe n° 3. Comparaison de l'état de l'actif du budget principal et des balances de sortie du compte de gestion pour l'année 2020 (comptes 20, 21 et 28)

| I. – État de l'actif | | | | | II- Compte de gestion | | | Écart en valeur nette(I-II) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte | Valeur brute totale | Amortissements antérieurs | Amortissements 2020 | VNC | Valeur brute totale | Amortissements antérieurs | Amortissements 2020 | |
| *202* | 74 188,92 | 7 418,88 | 7 418,88 | 59 351,16 | 74 188,92 | 7 418,88 | 7 418,88 | - |
| *2031* | 246 048,55 | 26 512,07 | 2 863,60 | 216 672,88 | 246 048,55 | 50 618,07 | 2 863,60 | 24 106,00 |
| *2032* | 1 495,00 | | | 1 495,00 | 1 495,00 | | | - |
| *2041481* | 325 000,00 | | | 325 000,00 | 325 000,00 | | | - |
| *2041632* | 23 773,00 | 9 509,20 | | 14 263,80 | 23 773,00 | 9 509,20 | | - |
| *2051* | 44 058,77 | 2 583,36 | | 41 475,41 | 44 058,77 | 2 583,36 | | - |
| *2111* | 14 500,00 | | | 14 500,00 | 14 500,00 | | | - |
| *2113* | 19 095,28 | | | 19 095,28 | 19 095,28 | | | - |
| *2115* | 257 564,87 | | | 257 564,87 | 257 564,87 | | | - |
| *2118* | 196 562,42 | | | 196 562,42 | 196 562,42 | | | - |
| *2128* | 1 068 512,55 | | | 1 068 512,55 | 1 068 512,55 | | | - |
| *21318* | 2 503 115,01 | | | 2 503 115,01 | 2 503 115,01 | | | - |
| *2135* | 680 751,09 | | | 680 751,09 | 680 751,09 | | | - |
| *2138* | 2 622 865,98 | | | 2 622 865,98 | 2 622 865,98 | | | - |
| *2145* | 42 820,99 | | | 42 820,99 | 42 820,99 | | | - |
| *2151* | 1 492 280,34 | | | 1 492 280,34 | 1 492 280,34 | | | - |
| *21538* | 140 285,10 | | | 140 285,10 | 140 285,10 | | | - |
| *21568* | 309,56 | | | 309,56 | 309,56 | | | - |
| *21571* | 1 056 139,10 | 205 304,86 | 27 432,26 | 823 401,98 | 1 056 139,10 | 205 304,86 | 27 432,26 | - |
| *21578* | 20 091,28 | | | 20 091,28 | 20 091,28 | | | - |
| *2158* | 263 588,90 | | | 263 588,90 | 263 588,90 | | | - |
| *2181* | 256 985,88 | | | 256 985,88 | 256 985,88 | | | - |
| *2182* | 40 268,71 | | | 40 268,71 | 40 268,71 | | | - |
| *2183* | 165 743,37 | | | 165 743,37 | 165 743,37 | | | - |
| *2184* | 160 600,23 | 8 704,82 | | 151 895,41 | 160 600,23 | 8 704,82 | | - |
| *2188* | 2 208 570,98 | | | 2 208 570,98 | 2 208 570,98 | | | - |
| *2261* | *837,60* | | | *837,6* | *837,60* | | | - |
| ***Total*** | **13 926 053,48** | **260 033,19** | **37 714,74** | | **13 926 053,48** | **284 139,19** | **37 714,74** | **24 106,00** |

*Sources : compte de gestion et état de l'actif au titre de l'exercice 2020*

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# Annexe n° 4. Budget annexe « Espace Laprade »

| en € | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | *Var. annuelle moyenne* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits de gestion courante | 33 159 | 47 765 | 44 943 | 56 014 | 45 052 | |
| Charges à caractère général | 14 165 | 10 111 | 10 605 | 17 130 | 17 062 | |
| **= Excédent brut d'exploitation** | **18 994** | **37 654** | **34 338** | **38 884** | **27 989** | ***10,2%*** |
| +/- Résultat financier | -1 042 | -3 135 | -14 365 | -11 777 | -11 994 | *84,2%* |
| **= CAF brute** | **17 952** | **35 414** | **20 139** | **28 482** | **15 995** | ***-2,8%*** |
| - Annuité en capital de la dette (hors autres dettes) | 9 351 | 20 463 | 43 291 | 43 932 | 354 918 | *471 955* |
| **= CAF nette ou disponible (C)** | **8 600** | **14 951** | **-23 152** | **-15 450** | **-338 923** | ***-353 974*** |
| + Subventions d'investissement | - | 147 903 | 246 505 | - | 350 434 | 744 841 |
| **= Financement propre disponible (C+D)** | **8 600** | **162 854** | **223 352** | **-15 450** | **11 511** | ***390 867*** |
| - Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie) | 69 856 | 220 271 | 939 679 | 284 265 | 241 644 | *1 755 716* |
| +/- Variation autres dettes et cautionnements | -419 | 0 | -249 425 | 248 205 | -130 906 | *-132 545* |
| **= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre** | **-60 838** | **-57 418** | **-466 902** | **-547 920** | **-99 227** | ***-1 232 304*** |
| Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement) | 66 000 | 700 000 | 0 | 520 000 | 0 | *1 286 000* |
| Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global | 5 162 | 642 582 | -466 902 | -27 920 | -99 227 | *53 696* |

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | *Var. annuelle moyenne* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **= Encours de dette du BP au 31 décembre** | **165 656** | **845 193** | **1 051 327** | **1 279 190** | **1 055 178** | ***58,9 %*** |
| - Trésorerie active | 3 433 | 604 295 | 153 360 | 177 433 | 20 075 | *55,5 %* |
| **= Encours de dette du BP net de la trésorerie** | 162 223 | 240 898 | 897 967 | 1 101 758 | 1 035 103 | *58,9 %* |

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | *Var. annuelle moyenne* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Annuité en capital de la dette | 9 351 | 20 463 | 43 291 | 43 932 | 354 918 | *148,2 %* |
| + Charge d'intérêts et pertes nettes de change | 1 042 | 3 135 | 14 365 | 11 777 | 11 994 | *84,2 %* |
| **= Annuité totale de la dette** | **10 394** | **23 598** | **57 656** | **55 709** | **366 912** | ***143,8 %*** |
| Encours de dette au 31 déc. | 165 656 | 845 193 | 1 051 327 | 1 279 190 | 1 055 178 | *58,9 %* |
| **Capacité de désendettement en années (dette / CAF brute)** | **9,2** | **23,9** | **52,2** | **44,9** | **66,0** | |
| Encours de dette net de trésorerie, au 31 déc. | 162 223 | 240 898 | 897 967 | 1 101 758 | 1 035 103 | *58,9 %* |
| **Capacité de désendettement, trésorerie incluse, en années (dette nette de trésorerie / CAF brute)** | **9,04** | **6,80** | **44,59** | **38,68** | **64,71** | |
| *Taux d'intérêt apparent de la dette* | *0,63 %* | *0,37 %* | *1,37 %* | *0,92 %* | *1,14 %* | |

| au 31 décembre en € | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | *Var. annuelle moyenne* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Fonds de roulement net global | 19 849 | 662 431 | 195 529 | 167 609 | 68 382 | *36,2 %* |
| - Besoin en fonds de roulement global | 16 416 | 58 136 | 42 169 | -9 824 | 48 307 | *31,0 %* |
| **=Trésorerie nette** | **3 433** | **604 295** | **153 360** | **177 433** | **20 075** | ***55,5 %*** |
| *en nombre de jours de charges courantes* | *82,4* | *16 651,9* | *2 241,7* | *2 240,4* | *252,2* | |
| *Dont trésorerie active* | *3 433* | *604 295* | *153 360* | *177 433* | *20 075* | *55,5 %* |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Ce budget annexe a pour objet l'aménagement de l'espace Laprade et la location de locaux à des entreprises. En décembre 2021, dix entreprises occupaient des locaux. Les produits de gestion correspondant principalement aux loyers perçus qui varient de + 19,6 % entre 2017 et 2020 pour ensuite diminuer de 19,5 % en 2021. Cette diminution est due à des impayés de deux entreprises. Deux procédures sont en cours pour les expulser, l'une ayant récemment fait l'objet d'un contentieux avec l'EPCI. Les charges courantes progressent quant à elles de 17,6 % essentiellement due aux charges d'intérêts qui augmentent de 84 % sur la période. Ces évolutions permettent de dégager un excédent brut d'exploitation en augmentation (+ 10,2 %, soit + 8 005 €) et une CAF brute en diminution (- 2,8 %, soit -1 956 €).

Sur la période sous revue, avec une annuité en capital de la dette en augmentation (variation annuelle moyenne de 148 %), la CAF nette est négative à partir de 2019 pour atteindre un niveau critique de - 338 923 € en 2021.

Au 31 décembre 2021, l'état des restes à recouvrer du budget annexe comprend 64 titres pour un montant total de 44 751,69 €. Près de 19,7 % de ce montant, soit 8 804,64 €, relève de titres émis en 2021. 12 titres sont antérieurs à l'année 2018, émis entre 2016 et 2017, ils représentent un montant total de 8 345 €. 62 titres pour un montant total de 43 950 € concernent une société placée en redressement judiciaire.

Une provision pour créances douteuses a été comptabilisée pour 3 370 €, en 2021.

Sur la période 2017 à 2021, la CCVO a réalisé un programme d'investissement à hauteur de 1,8 M€ ce qui correspond à une dépense annuelle moyenne de 353 000 €.

Ces dépenses ont été autofinancées à hauteur de 22 %. Le besoin résiduel de financement cumulé de 1,2 M€ a été couvert par le recours à l'emprunt pour un montant de 1,3 M€.

Au cours de la période, l'encours de la dette a augmenté de 59 %. Il s'élève à 1,1 M€ au 31 décembre 2021. Cette tendance et le niveau en régression de la CAF brute influent négativement sur celui de la capacité de désendettement. En effet, la capacité de désendettement est passée de 9 ans à plus de 64 ans, ce qui correspond à un endettement très élevé et n'autorise pas le recours éventuel à l'emprunt. Compte tenu du niveau d'endettement, et afin d'assurer un certain équilibre de ce budget une reprise d'activité (pour permettre à la collectivité d'encaisser de nouveaux loyers) est indispensable.

Le fonds de roulement est positif sur toute la période sous revue, mais très variable. En effet, il atteint 20 000 € en 2017, 0,7 M€ en 2018 pour redescendre à 68 000 € en 2021. Les ressources stables ont progressé moins vite (+73,8 %) que les emplois immobilisés (+76,6 %) générant un amoindrissement du fonds de roulement. Le besoin en fonds de roulement (BFR) est positif sur toute la période, sauf en 2020.

La trésorerie nette a donc fluctué sur toute la période, pour atteindre 20 000 €, fin 2021, soit l'équivalent de huit mois de charges courantes, niveau très satisfaisant.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# Annexe n° 5. Budget annexe maison de santé pluridisciplinaire

| en € | 2019 | 2020 | 2021 | *Cumul sur les années* |
|---|---|---|---|---|
| **= Produits de gestion (A)** | **0** | **0** | **0** | |
| **= Charges de gestion (B)** | **0** | **1 824** | **3 500** | |
| **Excédent brut de fonctionnement (A-B)** | **0** | **-1 824** | **-3 500** | |
| *en % des produits de gestion* | *0,0%* | *0,0%* | *0,0%* | |
| +/- Résultat financier | 0 | 0 | -11 992 | |
| **= CAF brute** | **0** | **-1 824** | **-15 492** | |
| *en % des produits de gestion* | *0,0%* | *0,0%* | *0,0%* | |
| - Annuité en capital de la dette | 0 | 0 | 88 220 | *88 220* |
| **= CAF nette ou disponible (C)** | **0** | **-1 824** | **-103 712** | ***-105 536*** |
| + Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) | 0 | 26 336 | 278 877 | *305 213* |
| + Subventions d'investissement reçues hors attributions de compensation | 0 | 0 | 507 924 | *507 924* |
| **= Recettes d'inv. hors emprunt (D)** | **0** | **26 336** | **786 801** | ***813 137*** |
| **= Financement propre disponible (C+D)** | **0** | **24 512** | **683 089** | ***707 601*** |
| *Financement propre dispo / Dépenses d'équipement (y c. tvx en régie)* | *0,0%* | *11,4%* | *27,6%* | |
| - Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie) | 1 320 | 215 109 | 2 472 714 | *2 689 142* |
| **= Besoin (-) ou capacité (+) de financement** | **-1 320** | **-190 597** | **-1 789 625** | ***-1 981 542*** |
| Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement) | 0 | 1 878 000 | 0 | *1 878 000* |
| Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global | -1 320 | 1 687 403 | -1 789 625 | *-103 542* |

| en € | 2019 | 2020 | 2021 | *Var. annuelle moyenne* |
|---|---|---|---|---|
| Encours de dettes du BP au 1er janvier | 0 | 0 | 1 878 000 | |
| - Annuité en capital de la dette (hors remboursement temporaires d'emprunt) | 0 | 0 | 88 220 | |
| + Nouveaux emprunts | 0 | 1 878 000 | 0 | |
| **= Encours de dette du BP au 31 décembre** | **0** | **1 878 000** | **1 789 780** | |
| - Trésorerie nette | 0 | 1 686 083 | -85 775 | |
| **= Encours de dette du BP net de la trésorerie** | 0 | 191 917 | 1 875 556 | |

| | 2019 | 2020 | 2021 | *Var. annuelle moyenne* |
|---|---|---|---|---|
| **Charge d'intérêts et pertes nettes de change** | 0 | 0 | 11 992 | |
| **Taux d'intérêt apparent du budget principal (BP)** | ***0,0%*** | ***0,0%*** | ***0,7%*** | |
| Encours de dettes du BP net de la trésorerie | 0 | 191 917 | 1 875 556 | |
| **Capacité de désendettement BP, trésorerie incluse en années (dette Budget principal net de la trésorerie/CAF brute du BP)** | **0,0** | **-105,2** | **-121,1** | |
| Encours de dette du budget principal au 31 décembre | 0 | 1 878 000 | 1 789 780 | |
| **Capacité de désendettement BP en années (dette / CAF brute du BP)** | **0,0** | **-1 029,6** | **-115,5** | |

| au 31 décembre en € | 2019 | 2020 | 2021 | *Var. annuelle moyenne* |
|---|---|---|---|---|
| Fonds de roulement net global | -1 320 | 1 686 083 | -103 542 | *785,7%* |
| - Besoin en fonds de roulement global | -1 320 | 0 | -17 767 | *266,9%* |
| **=Trésorerie nette** | **0** | **1 686 083** | **-85 775** | |
| *en nombre de jours de charges courantes* | *0,0* | *337 384,9* | *-2 020,9* | |
| *dont trésorerie active* | *0* | *0* | *0* | |
| *Dont compte de rattachement, i.e. trésorerie mise à disposition du BP (+) ou en provenance du BP (-)* | *0* | *1 686 083* | *-85 775* | |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Ce budget annexe a pour objet la réalisation d'une maison de santé pluridisciplinaire. Le budget prévisionnel de la maison de santé pluridisciplinaire est estimé à 3,4 M€ TTC avec un objectif de subventionnement à hauteur de plus de 64 %. Les travaux ont été réceptionnés en mars 2022 pour une exploitation débutant en avril 2022. En 2021, cet établissement n'était donc pas encore en phase d'exploitation ce qui explique un excédent brut de fonctionnement et une CAF brute négatifs. Les principales charges sont constituées des intérêts de la dette.

Avec une annuité de la dette de 898 220 € en 2021, la CAF nette est négative pour atteindre un état critique de près de -104 000 €. Toutefois, en 2021, la perception du fonds de compensation de la TVA de l'ordre de 279 000 € et des subventions d'investissement pour 508 000 € permettent à la CCVO de disposer d'un financement sur fonds propres de 683 000 €.

Sur la période 2017 à 2021, les dépenses d'investissement représentent un coût global de 2,7 M€.

Ces dépenses ont été autofinancées à hauteur de 26 %. Le besoin résiduel de financement cumulé de 2 M€ a été couvert par la mobilisation du fonds de roulement net global à hauteur de 103 502 € et le recours à l'emprunt pour un montant de 1,9 M€. Ce budget ne dispose pas d'une trésorerie propre mais d'un compte de liaison avec le budget principal.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# Annexe n° 6. Budget annexe SPANC

| *en €* | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 18 200 | 3 820 | 17 790 | 19 250 | 23 280 |
| **= Produit total** | **18 200** | **3 820** | **17 790** | **19 250** | **23 280** |
| - Consommations intermédiaires | 3 545 | 2 382 | 3 786 | 4 094 | 3 175 |
| **= Valeur ajoutée** | **14 655** | **1 438** | **14 004** | **15 156** | **20 105** |
| - Charges de personnel | 17 222 | 5 899 | 17 541 | 17 417 | 17 406 |
| + Subvention d'exploitation perçues | 2 254 | 1 679 | 2 006 | 0 | 0 |
| **= Excédent brut d'exploitation** | **-313** | **-2 782** | **-1 531** | **-2 261** | **2 699** |
| +/- Résultat exceptionnel (réel, hors cessions) | 1 240 | 470 | -310 | 0 | -256 |
| **= CAF brute** | **927** | **-2 312** | **-1 841** | **-2 261** | **2 443** |
| **= CAF nette ou disponible** | **927** | **-2 312** | **-1 841** | **-2 261** | **2 443** |
| **= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre** | **927** | **-2 312** | **-1 841** | **-2 261** | **2 443** |
| Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global | 927 | -2 312 | -1 841 | -2 261 | 534 |
| Fonds de roulement net global | 9 121 | 6 810 | 4 968 | 2 708 | 3 241 |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Le budget annexe SPANC a été créé le 12 décembre 2005 et il est exploité en régie par un agent à mi-temps. Le SPANC assure ses missions en conformité de l'article L. 2224-8 du CGCT, des lois sur l'eau de 1992 et 2006.

Ses principales missions sont les suivantes :

- pour les dispositifs neufs et réhabilités : assurer le contrôle de conception et de réalisation, afin de vérifier que la conception technique, l'implantation des dispositifs d'assainissement et l'exécution des ouvrages sont conformes à la législation ;
- pour les dispositifs existants : effectuer le diagnostic des ouvrages et leur fonctionnement dont le but essentiel est de vérifier leur conformité au regard de la salubrité publique et de l'environnement ;
- pour l'ensemble des dispositifs : vérifier périodiquement (tous les huit ans) le bon fonctionnement des ouvrages ainsi que la réalisation des vidanges ;
- dans le cadre des ventes d'habitations : effectuer un contrôle périodique des installations en place.

Les charges du service sont couvertes par les redevances perçues auprès usagers de l'assainissement non collectif[31].

[31] Conformément à l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales, les tarifs sont fixés par délibérations. La dernière en date est du 28 janvier 2021 fixant le tarif des contre-visites.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Le service public d'assainissement non collectif compte approximativement 1030 installations sur le territoire.

**Tableau n° 19 : nombre d'installation d'assainissement sur le territoire**

| *Communes* | Estimatif par commune |
|---|---|
| *Arudy* | 51 |
| *Aste-Béon* | 9 |
| *Béost* | 60 |
| *Bescat* | 30 |
| *Bielle* | 23 |
| *Bilhères* | 10 |
| *Buzy* | 132 |
| *Castet* | 28 |
| *Eaux-Bonnes* | 46 |
| *Gère-Bélesten* | 3 |
| *Izeste* | 0 |
| *Laruns* | 79 |
| *Louvie-Juzon* | 133 |
| *Louvie-Soubiron* | 46 |
| *Lys* | 117 |
| *Rébénacq* | 101 |
| *Sainte-Colome* | 68 |
| *Sévignacq-Meyracq* | 92 |
| *Total* | 1 030 |

*Source : CCVO*

Les recettes du SPANC semblent présenter une légère augmentation sur la période permettant d'obtenir un excédent brut d'exploitation (EBE) positif en fin de période. Toutefois, la perte des subventions de fonctionnement de l'agence Adour Garonne explique l'EBE négatif en 2020. C'est un budget dépourvu d'emprunt qui trouve son équilibre sur ses recettes d'exploitation.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# Annexe n° 7. Budget annexe ZAE des Fours à Chaux

| *en €* | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|
| + Ressources institutionnelles (dotations et participations) | 0 | 0 | 66 847 |
| **= Produits de gestion (A)** | **0** | **0** | **66 847** |
| **= Charges de gestion (B)** | **250** | **719** | **2 266** |
| **= Excédent brut de fonctionnement** | **-250** | **-719** | **64 581** |
| +/- Solde des opérations d'aménagements de terrains (ou +/- values de cession de stocks) | 250 | -7 400 | -2 656 |
| **= CAF brute** | **0** | **-8 119** | **61 925** |
| - Annuité en capital de la dette | 0 | 0 | 238 000 |
| **= CAF nette ou disponible** | **0** | **-8 119** | **-176 075** |
| **= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre** | **3 050** | **-220 410** | **14 382** |
| Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement) | 238 000 | 0 | 0 |
| Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global | 241 050 | -220 410 | 14 382 |
| Fonds de roulement net global | 241 050 | 20 640 | 35 022 |
| - Besoin en fonds de roulement global | 4 252 | 12 892 | -22 970 |
| **=Trésorerie nette** | **236 798** | **7 748** | **57 992** |
| *en nombre de jours de charges courantes* | *345 725,1* | *3 931,5* | *5 134,7* |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

La CCVO est compétente depuis 2017 en matière de gestion, création et entretien des zones d'activités économiques (ZAE). Elle a pour objectifs la création d'une offre foncière aux entreprises du territoire, la création d'un environnement favorable à l'implantation et au développement des activités économiques et de rendre attractif le territoire. Plusieurs terrains, propriété de la commune d'Arudy, sont disponibles au lieu-dit des Fours à Chaux. La commune d'Arudy a donné son accord par la voie de son autorité territoriale pour qu'une ZAE soit implantée sur les terrains dont elle est propriétaire.

Après l'aménagement de six lots viabilisés (superficies de terrains de 735 m² à 5 236 m²) sur cette ZAE, qui a nécessité cinq mois de travaux (sans compter la période de confinement) pour un coût d'investissement de 243 051,18 € HT, cinq entreprises ont pu s'installer (pompes funèbres, salle de sport, traiteur, menuisier, garagiste).

Fin 2021, une consultation a été lancée pour attribuer la maîtrise d'œuvre de la phase 2. Cette deuxième phase compte cinq lots supplémentaires.

Ces opérations sont retracées dans le budget annexe des Fours à Chaux créé en 2019. Dès 2019 des travaux ont été réalisés dans le cadre de ce budget annexe (21 700 € au c/6045). En 2020 c'est 14 950 € qui sont comptabilisés au compte 6045 « achats d'études, prestations de services (terrains à aménager) » et 204 741 € au compte 605 « achats de matériel, équipements et travaux ». La valeur du stock évolue sur la période de 21 950 € en 2019 à 234 241 € en 2020 (compte 3555 « stock de produit-Terrains aménagés »). Même si en fin d'exercice le compte 3555 a bien été débité par le crédit du compte 71355 « variation des stocks de terrains aménagés » des terrains vendus, néanmoins, fin 2020, il a été constaté un déficit de 8 119 € à la suite d'un problème d'écriture comptable sur les opérations de variation de stocks par rapport aux montants inscrits sur le budget primitif..

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# Annexe n° 8. Budget annexe Atelier relais

| *en €* | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 1 872 | 1 926 | 2 853 | 2 934 | 3 044 |
| **= Produit total** | **1 872** | **1 926** | **2 853** | **2 934** | **3 044** |
| - Consommations intermédiaires | 645 | 664 | 1 923 | 2 026 | 2 073 |
| - Impôts taxes et versements assimilés (sauf personnel) | 1 227 | 1 263 | 930 | 908 | 971 |
| **= Valeur ajoutée** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| - Charges de personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| + Subvention d'exploitation perçues | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| + Autres produits de gestion | 73 912 | 73 912 | 47 685 | 47 685 | 47 685 |
| **= Excédent brut d'exploitation** | **73 912** | **73 912** | **47 685** | **47 685** | **47 685** |
| +/- Résultat exceptionnel (réel, hors cessions) | -12 968 | -11 606 | -15 325 | -7 844 | -6 291 |
| **= CAF brute** | **60 944** | **62 306** | **32 360** | **39 841** | **41 394** |
| - Annuité en capital de la dette (hors autres dettes) | 37 167 | 38 529 | 39 942 | 41 407 | 42 927 |
| **= CAF nette ou disponible (C)** | **23 777** | **23 777** | **-7 582** | **-1 566** | **-1 533** |
| **= Financement propre disponible (C+D)** | **23 777** | **23 777** | **-7 582** | **-1 566** | **-1 533** |
| +/- Variation autres dettes et cautionnements | 18 139 | 0 | 0 | 0 | -30 100 |
| **= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre** | **5 638** | **23 777** | **-7 582** | **-1 566** | **28 567** |
| Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global | 5 638 | 23 777 | -7 582 | -1 566 | 28 567 |
| Fonds de roulement net global | 5 640 | 29 417 | 21 835 | 20 269 | 48 837 |
| - Besoin en fonds de roulement global | 16 659 | 20 410 | 9 647 | 9 817 | 21 530 |
| **=Trésorerie nette** | **-11 018** | **9 007** | **12 188** | **10 452** | **27 307** |
| *en nombre de jours de charges courantes* | *-271,0* | *243,0* | *244,7* | *354,0* | *1 067,8* |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Ce budget annexe a pour objet la construction d'un atelier relais pour la société STI France avec laquelle un bail a été passé en 2011. À la fin du bail, en 2026, le bâtiment lui sera cédé à l'euro symbolique.

Les loyers et les remboursements de STI France couvrent les annuités d'emprunts et les frais liés aux taxes foncières et cotisations d'assurance. L'excédent brut d'exploitation positif en fin de période est constitué exclusivement du revenu des immeubles non affectés à des activités professionnelles (loyer du crédit-bail). Après le remboursement de l'annuité en capital de la dette, la CAF nette est négative fin 2021 à la suite de l'intégration des intérêts courus non échus (ICNE).

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

# Annexe n° 9.Budget annexe centre allotement

| en € | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| + Ressources d'exploitation | 8 096 | 8 110 | 8 124 | 8 098 | 7 989 |
| **= Produits de gestion (A)** | **8 096** | **8 110** | **8 124** | **8 098** | **7 989** |
| **= Charges de gestion (B)** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **Excédent brut de fonctionnement (A-B)** | **8 096** | **8 110** | **8 124** | **8 098** | **7 989** |
| +/- Résultat financier | -1 885 | -1 754 | -1 621 | -1 400 | -1 181 |
| **= CAF brute** | **6 211** | **6 355** | **6 503** | **6 698** | **6 808** |
| - Annuité en capital de la dette | 6 211 | 6 355 | 6 503 | 6 653 | 6 808 |
| **= CAF nette ou disponible (C)** | **0** | **0** | **0** | **45** | **0** |
| **= Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre** | **0** | **0** | **0** | **45** | **0** |
| Nouveaux emprunts de l'année (y compris pénalités de réaménagement) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global | 0 | 0 | 0 | 45 | 0 |
| Fonds de roulement net global | 514 | 514 | 514 | 559 | 559 |
| - Besoin en fonds de roulement global | -4 905 | -4 905 | -2 869 | -4 905 | -2 902 |
| **=Trésorerie nette** | **5 419** | **5 419** | **3 383** | **5 463** | **3 461** |
| *en nombre de jours de charges courantes* | *1 049,4* | *1 127,3* | *761,6* | *1 424,0* | *1 069,2* |

*Source : chambre régionale des comptes d'après les comptes de gestion*

Ce budget annexe concerne la construction d'un centre d'allotement à Louvie-Soubiron afin de soutenir la filière ovine. Ce bâtiment est loué à l'AOBB (société coopérative agricole alliance ovine basco béarnaise) après signature d'un contrat de crédit-bail. À la fin du bail, en 2029, le bâtiment lui sera cédé à l'euro symbolique.

Les loyers de l'AOBB couvrent intégralement les annuités d'emprunts. L'excédent brut d'exploitation (EBE) et la CAF nette sont donc à zéro.

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

Chambre régionale des comptes
Nouvelle-Aquitaine

**Chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine**

3, place des Grands-Hommes
CS 30059
33064 BORDEAUX CEDEX

nuvelleaquitaine@crtc.ccomptes.fr

arrive greffe le 02/05/2023
KSP GA 230236

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

VALLÉE D'OSSAU
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Arudy, le 28 avril 2023

Monsieur Paul SERRE
Conseiller maître à la Cour des comptes
Chambre Régionale des Comptes Nouvelle-Aquitaine
3, place des Grands Hommes – CS 30059
33064 BORDEAUX CEDEX

Objet : remarques au rapport d'observations définitives concernant le contrôle des comptes de la CC Vallée d'Ossau (contrôle n°2022-0069)

**Monsieur le Conseiller maître,**

Je fais suite à la notification des observations définitives relatives au contrôle des comptes et de la gestion de la Communauté de Communes de la Vallée d'Ossau pour les années 2017 à 2022, reçue dans mes services le 28 mars 2023.

Conformément à mon courrier du 15 février 2023 en réponse au rapport d'observations provisoires, je vous confirme à nouveau partager sans réserve l'ensemble des 8 recommandations formulées, essentiellement orientées vers une approche plus qualitative et perfectible de la gestion comptable de la collectivité. La plupart d'entre elles ont par ailleurs déjà fait depuis l'objet d'un engagement d'actions sur lequel je souhaite revenir ci-après.

Par ailleurs je réaffirme que si la Cour a bien relevé la qualité de l'information comptable et financière ainsi que la situation financière maitrisée de l'EPCI, ces quelques axes d'améliorations et de perfectionnement permettront de franchir une étape supplémentaire, notamment en matière de gestion comptable et d'amélioration de la qualité des informations à disposition des administrés.

Comme indiqué précédemment, je tiens toutefois à vous faire état d'éléments d'avancée et d'analyse sur chacune des recommandations formulées.

Concernant la recommandation n°1, celle-ci est désormais en cours de mise en œuvre.
Ce point a fait l'objet d'une inscription en questions diverses à l'ordre du jour du Comité Social Territorial récemment constitué. La séance du 29 mars a ainsi validé une perspective consistant au recours à une prestation spécifique complète d'évaluation des risques professionnels au regard des enjeux induits. Une consultation de société spécialisée a été lancée en avril pour une décision dans les 15 premiers jours de mai et une mise en œuvre d'ici fin 2023.

Concernant la recommandation n°2, en cours de mise en œuvre (pilotage d'une étude spécifique soutenue par l'Agence de l'eau), sa réalisation sera dépendante de la contribution de la Commune de Louvie-Soubiron. Par ailleurs, un complément d'étude va être sollicité dans les prochaines semaines, pour une analyse approfondie, sur site à la demande de l'intéressée, des données de la Commune de Laruns, non transmises initialement en totalité.

Concernant la recommandation n°3, l'absence de synchronisation des schémas (départemental, régional, intercommunal) rend complexe la coordination de l'ensemble de ces

1 avenue des Pyrénées
64260 Arudy
tél : 05 59 05 66 77
fax : 05 59 05 95 53
mail : ccvo@cc-ossau.fr
web : www.cc-ossau.fr

Envoyé en préfecture le 08/06/2023
Reçu en préfecture le 08/06/2023
Publié le
ID : 064-246400337-20230601-D2023_65-DE

documents d'orientation. Si le schéma départemental a été approuvé récemment (2022), le schéma régional est plus ancien (2018) et le schéma intercommunal doit quant à lui faire l'objet d'un vote en Conseil Communautaire lors de sa séance du 13 juillet prochain. Il sera accompagné d'un document synthétique mettant en évidence les axes de synergie et de décalage des différentes stratégies territoriales, par ailleurs amendées par les démarches relatives au plan avenir montagnes et au SCoT de la Vallée d'Ossau, en cours d'écriture.

Concernant la recommandation n°4, les 4 projets concernés par ces budgets étant désormais lancés d'un point de vue opérationnel en 2023, les taux d'exécution seront naturellement améliorés par rapport aux précédents exercices.

Concernant la recommandation n°5, il convient de relever que la présentation brève et synthétique des informations financières jointes au BP 2023 et au CA 2022 figure dès à présent sur le site internet de la collectivité, suite à l'approbation de ces documents en séance en avril 2023 ; quant à la mise en ligne des conventions passées pour des associations bénéficiant d'une convention annuelle, il est précisé qu'une seule association est concernée : l'association « école de musique de la Vallée d'Ossau ». La convention pour 2023 avec cette association, non encore établie, sera naturellement publiée sur le site internet, après approbation par le Conseil Communautaire.

Concernant la recommandation n°6, et bien qu'il ne s'agisse actuellement pas d'une obligation légale, nous devons tendre à l'écriture d'un règlement budgétaire et financier opérationnel. Ce travail sera engagé en 2024, après passage à la M57.

Concernant la recommandation n°7, des contacts ont d'ores et déjà été établi dès février avec le Conseiller aux décideurs locaux de la DDFIP. Une proposition de convention est actuellement en cours de travail et devrait aboutir en 2023.

Concernant la recommandation n°8, également non obligatoire bien que fortement pertinente, elle doit faire l'objet d'un travail spécifique par mes services pour assortir systématiquement chaque plan de financement d'opération d'investissement par une fiche synthétique mettant en exergue les impacts en fonctionnement dudit équipement. Il est à noter que ce travail avait été mené pour l'opération EHPAD, à la demande des financeurs.

Je vous informe enfin que les deux prochains Conseils Communautaires se dérouleront les jeudi 1er juin et 13 juillet.

Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Conseiller maître**, l'expression de ma considération respectueuse.

**Le Président,**

Communauté de Communes Vallée d'OSSAU 64260 ARUDY

**Jean-Paul CASAUBON.**